

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossier

N° 319 du 14.02

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 [Gilles Lestrade](#): Diaboliser le Net pour mieux le contrôler.

1-2 [Fériel Berraies Guigny](#) interview [Agnès Levallois](#): « Le propre d'une chaîne de télévision aujourd'hui, est d'être indépendante » !

1-3 [Nicolas Guillaume](#) : [Télécoms : des câbles sous-marins au Moyen-Orient sectionnés volontairement ?](#)

3 Dossier

3-1 Point de vue de [Convergence des Causes](#) : Israël n'est ni un Etat juif ni l'Etat des Juifs.

3-2 Point de vue de [Pierre Barbancey](#) Avis de tempête sur le mouvement national palestinien.

3-3 Point de vue d'[Intal](#) : Des Sous... mais pas de Droits.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 David Kretzmer : Ce que la Cour suprême a avalé.

4-2 Gideon Lévy : Une moisson de larmes.

5-1 Mahdi Darius Nazemroaya L'OTAN et Israël : Instruments des guerres de l'Amérique au Moyen-Orient

Le rôle de l'OTAN sur le Théâtre de Guerre au Moyen Orient

L'initiative de paix Arabe de 2002 : enfermer les Palestiniens à la Mecque et via une séparation entre Gaza la Cisjordanie

Le sommet de Paix d'Annapolis : annonce d'évènements encore à venir

Déjà vu au Liban : Internationalisation de la Bande de Gaza par l'OTAN ?

Israël : De Facto un Bras Armé de l'OTAN

Créer des Barrières dans les territoires de Palestine : avancées calculées pour le futur ?

Créer des barrières supplémentaires entre le Liban et Israël.

Scénario de guerre régionale : préparations israéliennes pour une tempête de représailles par missiles

Existe-t-il un lien entre les discussions sur un état Palestinien et la Guerre ?

Consultation de guerre OTAN-Israel aux Quartiers Généraux de l'OTAN à Bruxelles.

Israël sera protégé par l'OTAN dans un scénario de guerre contre l'Iran et la Syrie

Israël : un instrument de la politique étrangère US au Moyen Orient

5-2 Initiative de Genève : Sondage simultané en Israël et en Palestine sur les paramètres Clinton et l'Initiative de Genève.

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Tiré a part

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Gilles Lestrade : Diaboliser le Net pour mieux le contrôler.

Depuis le 11 septembre 2001 - où l'inquisition s'aït faite plus prégnante - rares sont les médias traditionnels / officiels qui ne joignent pas leur voix au concert déjà bien fourni des pourfendeurs de l'Internet. La prophétie est en phase d'accomplissement.

Carré blanc pour pré carré

La toile serait devenue, si l'on en croit ces scribouillards ou aboyeurs, c'est selon, un véritable coupe-gorge où il ne fait pas bon se promener à toute heure du jour et de la nuit. Slalomer entre les pédophiles, les fachos, les négationnistes, les intégristes, al Quaida et autre joyeusetés, vous donne vraiment envie de résilier votre abonnement, « *connexion illimitée* », de chez « *Tartampion-online & Co* ».

Eloignez vos enfants de la proximité malsaine du micro familial et ne vous laissez pas tenter par le dernier mail reçu qui vous vantait la qualité pictographique d'une éjaculation faciale inédite, donc unique.

Il pourrait s'agir du dernier message crypto-crypté de Ben Laden au mollah Omar, encapsulé dans une image subliminale dont vous deviendrez l'involontaire messenger, tenté que vous serez, d'en faire profiter vos amis les plus proches.

Vade retro Satanas et les autres, les mauvais garçons sont entrés dans la toile.

De Libération à l'Express en passant par le Monde, et j'en oublie, voilà le Credo des pourfendeurs crétins, voire imbéciles.

Personne dans ce concert bien huilé n'avance l'idée que l'on n'est pas contraint d'aller se perdre sur l'Internet. Il y a, me semble t'il une démarche volontaire à ne pas négliger, si l'on veut vraiment être objectif. Or, à la lecture de la presse, on pourrait être fondé de penser que, sur l'Internet, tout se passerait sous la contrainte de je ne sais quelles forces obscures auxquelles personne ne pourrait résister.

Collecte sélective

Il en est qui n'hésitent pas à affirmer : « La « *poubelle aux rumeurs* » qu'est devenu Internet commence à faire douter des principes d'ouverture et de laisser-faire voulus par les pionniers du réseau, qui ont toujours refusé la mise en place de contrôles et de règlements. »

Sous-entendu : « *quand est ce que l'on va mettre en place un contrôle efficace de la pensée sur Internet* » Et voilà l'Express qui se range, sournoisement, sous la frappe de Gilbert Charles et Gildas des Roseaux, dans le camp de ceux qui attendent le flicage de la toile pour mieux préserver leur pré carré et modeler la pensée.

Chacun a en mémoire le lynchage médiatique [1] dont a été l'objet Thierry Meyssan, qui avait eu l'outrecuidance de douter de la version officielle distillée par l'administration américaine et reprise - quasi, à la virgule près - par l'ensemble des médias traditionnels.

Combien de « vrais » journalistes copient méthodiquement les dépêches de [l'AFP](#), [Reuters](#), [A.P.](#) et autres agences de presse sans les vérifier ?

Le « *copier coller* » est dans le camp de la presse « d'en haut » qui en use et en abuse, en toute honnêteté, cela va de soi. La presse d'« *en bas* », elle, celle aux mains de voyous qui hantent les méandres de la « *Toile* » propage des rumeurs, forcément puisqu'elle ne reproduit pas ces mêmes informations insipides passées aux filtres des administrations et des communicants de *la-voix-de-son-maître*.

Mais n'en déplaise aux moutons d'« *en haut* » les médias qui se développent sur Internet, à l'instar d'[Indymedia](#), accomplissent un travail de recherche poussé et relayé par des centaines de correspondants et de traducteurs bénévoles à l'affût de toute information susceptible d'intérêt. L'information y est donc tout aussi pertinente car contrôlée et recoupée. Je n'ai pas souvenir d'avoir vu circuler quelque démenti officiel sur telle ou telle information, de portée nationale ou internationale, publiée sur les sites dédiés à l'information alternative.

La pensée cotée en bourse

Sur ce net, dont il est question ici, pas de concurrence, pas d'hégémonie, pas de recherche du plus fort tirage, pas de scoop. La plupart des webzine ou e-zine sont administrés, gérés et alimentés par des bénévoles qui le font par passion, par conviction et engagement militant. Le *copyleft* a remplacé le traditionnel et protectionniste *copyright*. L'information devient libre et ouverte donc potentiellement gênante et suspecte. Dans un mode d'affairiste tout ce qui est gratuit est forcément à combattre et à dénigrer sous peine de concurrence déloyale.

Nous sommes bien loin, pour ce qui nous concerne, (permettez que je m'englobe dans le *nous*), de l'aspect alimentaire qui prévaut dans les grandes rédactions parisiennes ou de province. Oui, le web alternatif est engagé et cela nous change d'un autre engagement, commercial et boursicotier celui-là, qui a saisi l'ensemble de la presse marchande. Je ne connais pas de liberté cotée en bourse !

Le réseau, c'est nous

Et si la virulence des détracteurs était proportionnelle à la qualité de ces nouveaux médias ? C'est peut être bien ce qui dérange les Colombani et autres July : la qualité, le sérieux et l'engouement que suscitent ces nouveaux médias interactifs.

Car sur le Net, l'auteur n'impose pas sa vision des choses, il la soumet à la discussion. L'auteur ne se pose pas en détenteur de « *La* » vérité, il donne modestement son point de vue qui peut être amendé ou contesté. Et là, nous entrons de plain-pied dans un autre monde, celui de la participation, du respect du lecteur, de la prise en compte de son opinion et de son analyse. La parole du lecteur est aussi importante que celle du rédacteur, et ça, c'est une chose que n'est pas prête d'accepter la fine fleur du journalisme parisiano-parisienne.

La soudaine prise de conscience de ce contre pouvoir qui est en train de s'installer sur la toile fait s'emballer les neurones des adeptes de l'uniformité et de la pensée unique. Soyons persuadés que tous les prétextes seront bons pour tenter d'affaiblir cette « *autre parole* » en la discréditant, comme évoqué ci-dessus et, en dernier lieu, en la muselant si nécessaire.

Le flicage [2]des internautes est en train de s'installer [3] en France comme en Europe.

C'est une mesure qui va dans le sens d'une appropriation étatique du réseau.

Il nous appartient de la contrer comme il nous appartiendra de contrer, avec nos moyens, qui sont nombreux, toutes les tentatives d'affaiblissement de la liberté d'expression.

Gilles Lestrade

20 juin 2002

1-2 Fériel Berraies Guigny interview Agnès Levallois: « Le propre d'une chaîne de télévision aujourd'hui, est d'être indépendante » !

Les médias au sein des sociétés contemporaines, sont à la fois un miroir et une lentille déformante. Ils sont des outils de connaissance mais ils mettent aussi en œuvre, par facilité ou conformisme, des caricatures et des simplifications.

Dans le cas de l'image du monde arabe dans les médias occidentaux, l'idée qui ressort est qu'il y a plusieurs mondes arabes.

Un Monde qui ne présente pas une façade unie et dont la diversité ajoute à sa complexité.

Les rapports entre les nations constitutives du monde arabe et l'Occident et les lignes politico-diplomatiques de ces derniers, ont contribué à certaines déformations, creusant le fossé des incompréhensions entre Orient et Occident.

Les médias occidentaux n'offrent pas tous la même lecture des réalités politiques ou sociales arabes.

L'Expression a rencontré Agnès Levallois, Directrice adjointe de rédaction pour le contenu en arabe de France 24.

Auparavant elle fut directrice de l'information de RMC-MO (filiale en langue arabe de RFI) de février 2005 à septembre 2006.

Elle est l'auteur de *Moyen-Orient mode d'emploi* (Stock), a co-écrit plusieurs ouvrages : *Jérusalem de la division au partage ?* (éditions Michalon), *Dico rebelles* (éditions Michalon), *Perspectives Égypte*, *Les États-Unis et la Méditerranée*.

Elle a également apporté sa contribution à différentes publications telles que *Télérama*, *les Cahiers de l'Orient*, *Sciences po magazine* ou *le Bilan du monde*.

France 24 avait officiellement lancé l'ouverture de son canal en langue arabe, en avril 2007. Un souci de

proximité par rapport à cette population et un rappel des liens privilégiés que la France a avec le monde arabo-musulman, selon les termes de la Directrice.

France 24 est la première télévision occidentale à émettre dans cette langue, à l'exception de l'américaine Al-Hurra, créée en 2004 et financée directement par Washington. La chaîne française est accessible par satellite à l'ensemble des populations arabophones d'Europe, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

À l'antenne, trois présentateurs incarnent cette version arabe, dont deux Tunisiens :

Taoufik Mjaïed — vingt ans de journalisme, dont six à RMC Moyen-Orient, qui apporte son expérience et un riche carnet d'adresses — et

Hakim Beltifa, 29 ans, passé par plusieurs télévisions du monde arabe.

Aziza Nait Sibaha, jeune trilingue de 30 ans, a commencé sa carrière il y a neuf ans au Maroc. Elle est le visage féminin du canal.

Entretien : (extraits)

Que pensez vous du paysage médiatique arabe actuel ?

C'est un paysage qui s'est énormément évolué avec l'émergence de chaînes de télévisions satellitaires à travers le Monde arabe, depuis une dizaine d'années. Cela a commencé avec Al Jazira qui a permis l'ouverture à un paysage médiatique très diversifié. Ceci a bouleversé les habitudes des téléspectateurs qui étaient auparavant habitués aux chaînes nationales. Cela impliquait un conformisme certain dans le traitement de l'actualité.

Aujourd'hui ces téléspectateurs sont devenus très friands et très exigeants par rapport à cette information. Cette diversité des choix de chaînes qu'elles soient nationales ou internationales, arabes ou occidentales, font qu'ils deviennent demandeurs par rapport à des points de vue plus diversifiés. Le téléspectateur aujourd'hui, avec la pluralité médiatique veut forger son propre point de vue, en regardant toutes ces différentes chaînes.

On parle d'un déclin de l'audiovisuel français au Maghreb, qu'en pensez vous ? la Francophonie est en perte de vitesse à quoi attribuez vous cela ?

Aujourd'hui il est certain que le public par rapport à ces chaînes, est moins important. Notamment depuis la concurrence des chaînes satellitaires arabes. Effectivement il y a aussi une perte d'influence de la francophonie d'une certaine façon. Ceci renvoie aussi à la politique française, je ne m'avancerai donc pas sur la question. Bien sur les élites au Maghreb et au Moyen Orient continuent à avoir un certain intérêt pour la langue française, mais cela reste une minorité. La chaîne francophone TV5 continue toujours à être présente dans le paysage médiatique de ces pays là.

Beaucoup pensent que depuis le 11 septembre, l'arabisation du paysage audiovisuel est une forme de protestation contre l'agressivité médiatique de l'Occident vis-à-vis du Monde arabe, quel est votre sentiment ?

Il est vrai que le 11 septembre a été un tournant crucial dans la perception du monde arabe et ce, des deux côtés. L'arrivée des chaînes satellitaires arabes a permis de rééquilibrer l'information, mais également les perceptions réciproques. De plus, ces chaînes arabes ont un staff très professionnel, formé la plupart dans les chaînes occidentales comme la BBC. C'est la diversité et la pluralité des chaînes d'information qui ont instauré un climat sain de l'information. Il est important que le monde arabe puisse avoir « ses propres images » à savoir son propre regard dans le traitement de l'information. Par ailleurs, les pays occidentaux doivent aussi « voir et entendre » ce qui se fait dans les pays arabes.

On reproche au journalisme français, un certain traitement médiatique de la Guerre du Golfe, dans les rédactions des télévisions françaises : occultation de certains faits, non-suivi et suivi de l'information, information en direct (quand "l'Histoire en train de se faire"), censure militaire et autocensure, manipulations réciproques, désinformations, et propagande à la télévision ?

Je ne suis pas d'accord avec cette approche de la situation, s'agissant du traitement de l'information. Il est vrai que la guerre du Golfe est un tournant d'un point de vue journalistique. Suivre la guerre « en direct » est une nouvelle donne, un exploit technologique. Il n'y a par conséquent aucun recul dans ce que l'on donne au téléspectateur. On peut penser alors qu'il y a quelques manipulations, il est vrai qu'il y a eu quelques cas. L'information spectacle peut entraîner ce genre de dérive. Mais s'agissant du journalisme français durant la guerre du Golfe je suis pas tout à fait d'accord pour dire qu'il y ait eu uniquement manipulation. Bien sûr ce que l'on a pu reprocher, c'est peut être en rapport avec certaines personnes qui s'autoproclament expert de la région ou du conflit en tant que tel. Ce qui est cause dans la question que vous posez, serait de savoir comment devrions nous réagir face à un événement direct, quand on est une chaîne d'information continue. Ce robinet ouvert en permanence ne permet pas toujours le recul nécessaire pour digérer l'information.

On sent également s'agissant de certaines chaînes francophones, qu'il y a un véritable parti pris favorable, en faveur d'Israël, votre sentiment ?

Je ne suis pas d'accord avec ça, car je trouve qu'il y a quand même en France, des médias qui sont très nuancés et on arrive à entendre différents points de vue. C'est vrai aussi que la radicalisation du conflit, fait qu'il est de plus en plus difficile de pouvoir organiser des débats constructifs sur le fond. On est de plus en plus, dans des positions radicales des deux côtés. La presse peut refléter par conséquent la situation d'impasse politique. Il y a dix ans en arrière après les Accords d'Oslo, il y a eu une grande ouverture avec beaucoup de débats et des points de vue très complémentaires qui s'exprimaient. Mais je ne dirais pas pour autant que la prise de position médiatique qui ressort, est pour autant, une prise de position israélienne.

On dit qu'Al Jazeera est une entreprise idéologique, est ce un cliché venu de l'Occident?

Les Etats-Unis, qui la voyaient comme une menace, on créé Al Hurra en 2004, est ce une manière pour eux de légitimer leurs actions dans la région ?

Il est vrai que la création d'Al Hurra a correspondu à un véritable besoin pour les américains d'expliquer et de légitimer leur politique dans la région. C'est une façon de contrer l'influence d'al Jazeera. Mais Al Hurra est tellement marquée comme étant issue de la propagande américaine, que du coup c'est une chaîne qui n'a aucune crédibilité. Le propre d'une chaîne de télévision aujourd'hui, c'est d'être indépendante.

Crédits Presse : Courtesy of F.B.G Communication

www.fbg-communication.com

fbgcommunication@yahoo.fr

Entretien réalisé exclusivement pour l'Expression Tunisie.

Publiée le 12 février 2008 avec l'aimable autorisation de Fériel Berraies Guigny

Source : Fériel Berraies Guigny

1-3 Nicolas Guillaume : Télécoms : des câbles sous-marins au Moyen-Orient sectionnés volontairement ?

Ils couperont le net de toute façon dès que la troisième guerre mondiale éclatera. Et on n'en est plus loin...

Après la coupure de plusieurs câbles, des experts avancent que ces interruptions ne relèvent pas du simple accident mais d'espionnage voire de terrorisme.

La coupure délibérée des liaisons de communications transcontinentales ou l'émergence d'une nouvelle menace mondiale ?

La semaine dernière, **plusieurs liaisons de télécommunications sous-marines situées dans les profondeurs de la Méditerranée ont été coupées**, la série d'incidents a rapidement été attribuée à un navire dont l'ancre aurait sectionné ces mêmes câbles (voir notamment [la contribution sur TheInquirer](#) en date du 30 janvier).

Le vendredi **31 janvier**, nouvel écho [en provenance de la BBC](#) cette fois-ci : un autre câble, reliant l'Europe au Moyen-Orient via l'Egypte a été signalé comme endommagé.

La série noire continue : dimanche **3 février, un câble aurait été coupé cette fois-ci au large du Qatar** (Emirats Arabes Unis). La cause officielle de ce nouvel incident n'est **pas encore connue**.

Mais, selon [Arabianbusiness.com](#), le problème serait lié à la puissance du système d'alimentation et non à un navire qui aurait coupé le câble à cause de son ancre (explication souvent avancée dans les autres cas).

Selon un décompte effectué par le [portail canadien Canoë](#) en date du 4 février, c'est un total de **cinq câbles** : un en **Malaisie**, deux près du port d'Alexandrie en **Égypte**, un quatrième au large des côtes de **Dubaï**, et un cinquième au large de **l'Iran**.

"La troisième est l'action de l'ennemi"

Autant d'événements dans une période aussi courte qui **commencent à éveiller des soupçons** : ces pannes ne seraient **pas une simple coïncidence, elles serviraient à des actions terroristes**. La guerre numérique se déplace-t-elle dans les fonds marins ?

L'un des premiers experts à tirer la sonnette d'alarme est **Steve Bellovin**, professeur en sciences informatiques à l'université de Columbia, à travers une contribution sur [le Nanog](#), une mailing list du North American Network Operators Group. "Je suis un expert en sécurité, et donc par nature suspecte (...) Le vieil adage vient à l'esprit : la première fois est le fruit du hasard, la seconde est une coïncidence, **mais la troisième est l'action de l'ennemi**", a déclaré le professeur.

Analyse alarmiste tempérée par d'autres responsables en charge de la gestion de câbles télécoms sous-marins membres de cette lettre de diffusion professionnelle : de telles pannes se produisent assez souvent et ne sont généralement pas remarquées en raison des systèmes de redondance qui permettent aux opérateurs d'acheminer les données via un autre circuit.

"Si vous connaissez l'industrie des câbles sous-marin, vous savez que plusieurs câbles peuvent être hors service en même temps sans que cela ait un impact", répond Rod Beck de Hibernia Atlantic, un opérateur de câbles sous-marins qui exploite un réseau de télécommunications trans-atlantique.

"Cela arrive fréquemment. Les terroristes recherchent une plus grande visibilité que les actions perturbant des réseaux de câbles sous-marins. Elle ne fait pas partie des actions pouvant être captées par les chaînes de télévision... C'est vraiment difficile d'obtenir les images d'un câble sous-marin coupé", poursuit le représentant d'Hibernia Atlantic.

Espionnage à 20 000 lieux sous les mers ?

Après les attaques terroristes, d'autres envisagent des théories "complotistes". C'est le cas de Jessy Robbins du [O'Reilly Radar](#) qui pense que ces coupures résulteraient de la mise sous surveillance de ces liaisons stratégiques.

"L'explication selon laquelle les coupures seraient provoquées par les ancres de navires en mer agitée est en fait une diversion pour couvrir l'installation de systèmes de mise sur écoute par un sous-marin spécialement équipé à des centaines de kilomètres de là", estime Jessy Robbins.

Ainsi, le sous-marin américain USS Jimmy Carter serait équipé pour ce type de mission spéciale, [photo sur Flickr à l'appui](#)... mais qui ne montre rien. Sur Nanog, Rod Beck réfute ces allégations en qualifiant ce type de propos "d'exagération" de la part des spécialistes en sécurité.

Nicolas Guillaume

VNUnet.fr

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Convergence des Causes :Israël n'est ni un Etat juif ni l'Etat des Juifs.

Israël n'est pas un État juif, puisque la proportion des non Juifs est croissante selon deux mécanismes. L'immigration de travailleurs en particulier venant du Sud Est asiatique précaires et sans droits est facilitée, substitué confortable aux Palestiniens des Territoires. La baisse de la natalité chez les Israéliens s'est accentuée, aggravée par les récentes dispositions de Netanyahu alors ministre des Finances de Sharon qui mettent un terme aux programmes sociaux d'aide à la famille.

La tendance a été enregistrée chez les ultra-orthodoxes qui se sont révélés sensibles aux incitations financières négatives du gouvernement.

La prétention de la pureté à plus de 80% d'Israël est plus que démentie par les faits.

Israël n'est pas non plus l'État des Juifs.

Le découplage très net entre les Juifs de la Diaspora et Israël est de plus en plus marqué. L'Institut pour la Planification d'une politique du Peuple Juif en convient.

La dérive entre les deux entités, monde juif et Israël, constante, a des causes nombreuses. Parmi elles, la disparition progressive et inéluctable de la génération contemporaine du génocide par les nazis, le sentiment croissant que les attaques antisémites sont liées à la culpabilité d'Israël ainsi que le déclin de la perception de ce pays comme un havre de paix pour s'y réfugier.

D'être l'allié ou l'ami de cet État ne procure plus aucune fierté.

La jeunesse juive pratiquante désapprouve qu'un État laïc se revendique comme juif tandis que la jeunesse laïque est désappointée que le fait religieux puisse être au centre des institutions politiques.

Cet État est aux prises avec une véritable question existentielle, celle de la définition de la judéité. Les récentes recommandations de faciliter l'admission de nouveaux convertis brouillent davantage le problème.

Que les Juifs du monde non Israélien soient de moins en moins fiers d'Israël est une résultante logique des crimes continus de cet État. Depuis au moins la seconde Intifada, les systèmes de propagande très élaborés qui doivent vendre à l'opinion publique mondiale le vieux mythe éculé du petit David devant lutter contre le Goliath arabe sont impuissants à effacer la réalité de la quatrième armée du monde, arrogante, qui martyrise un peuple sans armée et emprisonné.

Enfermés dans la logique des annexions progressives et continues avec des expulsions et des expropriations, elles aussi progressives, les responsables politiques et militaires ne veulent pas comprendre la détérioration de leur image comme l'effet inmanquable de leurs crimes mais comme un déguisement insuffisant de leurs méfaits. Israël n'est ni un État juif ni l'État des Juifs et ce qui affaiblit l'idéologie sioniste est un regain de vigueur pour la Palestine.

Convergence des Causes
26 janvier 2008

3-2 Point de vue de Pierre Barbancey Avis de tempête sur le mouvement national palestinien.

Palestine. Le coup de force du Hamas dans la bande de Gaza a entériné une cassure géographique et politique. L'unité peut-elle être retrouvée ?

Enquête auprès des principaux acteurs.

Pour la première fois dans leur histoire, les Palestiniens sont séparés géographiquement et politiquement. D'un côté la bande de Gaza, dominée par le Hamas, de l'autre, la Cisjordanie, où règnent Mahmoud Abbas et ce qu'il reste de l'Autorité palestinienne, avec Salam Fayyad comme premier ministre. Une division qui arrange évidemment les affaires d'Israël.

la question des deux États

Tel-Aviv poursuit et aggrave son occupation des territoires palestiniens, tout en montrant un visage de négociateurs à une « communauté internationale » qui veut bien se laisser duper. L'unité du mouvement palestinien est-elle possible ? « Ce qui s'est passé au mois de juin montre que le Hamas est incapable de vivre dans une société démocratique avec des idées différentes, des partis différents », estime Ayman Shahine,

professeur de sciences politiques à Gaza. Pour ce chercheur, « si le Hamas voulait vraiment l'unité, il s'appuierait sur l'embargo imposé par Israël pour discuter avec Mahmoud Abbas, sur la base des intérêts nationaux palestiniens. Il y avait là la possibilité de reconstruire une véritable Autorité palestinienne. Mais en fait le Hamas est content de diriger seul la bande de Gaza ».

Pour Hanna Amireh, membre du comité exécutif (CE) de l'OLP où il représente les communistes du PPP, « Hamas parle de résistance mais il s'agit d'un suicide.

Le problème est qu'en utilisant la force à Gaza, il a permis au Fatah de faire de même en Cisjordanie. Aussi longtemps que le mouvement islamiste n'est pas sur la ligne de deux États, la division géographique lui importe peu. À partir d'un bout de terre, il compte libérer l'ensemble du territoire ! ».

Mustapha Barghouti, qui dirige l'Initiative nationale palestinienne, dénonce « ces forces extérieures qui ont mis leurs mains dans le problème palestinien ».

Zakaryia Al Aga, responsable du Fatah pour la bande de Gaza et membre du CE de l'OLP, explique que toutes les factions palestiniennes, à l'exception du Hamas, veulent un retour à la situation d'avant juin 2007, c'est-à-dire avant le « coup d'État » des islamistes. « Si le Hamas accepte, alors tout est possible, dit-il. S'il n'y a pas d'accord politique alors il faut organiser des élections anticipées. »

Là est le problème. Comment renouer le dialogue alors que l'organisation islamiste campe sur ses positions du mois de juin ? Comment organiser des élections dans la bande de Gaza si le Hamas refuse ? Sami Abou Zouhri, porte-parole du Hamas, explique : « La solution ne dépend pas des Palestiniens car les Israéliens et les Américains font pression sur Mahmoud Abbas pour qu'il ne s'assoie pas avec nous pour négocier. Si Abbas continue cette attitude, cela voudra dire qu'il est d'accord pour que le siège imposé par Israël se poursuive. Et ça, nous ne l'accepterons pas. »

Quant aux élections, la position du Hamas est difficile à cerner. Abou Zouhri affirme que son mouvement « est prêt à en discuter mais pour cela il faut entamer des négociations », tout en dénonçant « le coup d'État d'Abou Mazen (Abbas - NDLR) contre le Hamas qui avait gagné les élections ».

Autre son de cloche avec Ahmed Youssef, conseiller politique d'Ismaïl Haniyeh et de Mahmoud Zahar, les chefs de l'organisation, pour qui « les élections ne sont pas la réponse pour le moment ». Il a cette formule elliptique : « Avec les élections, il n'y aura pas la lumière au bout du tunnel parce que les tunnels se succèdent. »

faire pression des deux côtés

Abou Leïla, député du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), membre de l'OLP, condamne l'attitude du Hamas mais estime que « le Fatah doit se dégager des pressions israéliennes et américaines et initier un dialogue national avec toutes les factions palestiniennes pour trouver une voie pacifique et résoudre les problèmes internes ». Peu optimiste, il dit ne pas penser « qu'il puisse y avoir des discussions fructueuses dans l'immédiat. C'est pour cela qu'il faut faire pression des deux côtés, afin qu'un dialogue s'engage ».

Qadoura Fares, du Fatah, penche, comme Marwan Barghouti, toujours emprisonné mais dont il est très proche, pour l'organisation d'élection « en octobre ou en novembre ».

Pour Fares comme pour Barghouti, le cadre idéal de débat c'est l'initiative arabe élaborée en 2002 et réinitialisée en 2007. Hanna Amireh regrette l'attitude du Fatah. « Lors du comité exécutif de l'OLP il a été proposé la création d'un comité qui ouvrirait le dialogue avec une idée essentielle : revenir à avant juin 2007 n'est pas une précondition pour le dialogue, mais une précondition pour une solution. Mais le Fatah a refusé alors que le Hamas a accepté. »

Les islamistes palestiniens, qui cherchent avant tout une reconnaissance arabe et internationale, souhaitent l'intervention d'une tierce partie non palestinienne. On parle de la Confédération helvétique. Ahmed Youssef, pour qui « la région dépend des réalités établies sur le terrain » assure de son côté que le Hamas « a des contacts avec les pays européens, d'une manière ou d'une autre ».

Le Hamas est cependant isolé sur la scène politique palestinienne. Khaled Albatash, patron du Jihad islamique dans la bande de Gaza, « refuse ce qui s'est passé en juin. Il faut un seul gouvernement sous l'autorité de Mahmoud Abbas ». Lui-même joue l'entremetteur pour tenter de renouer un dialogue entre le Fatah, le Hamas en impliquant l'Égypte. « Hamas veut faire de Gaza un modèle et se fiche du reste », dénonce Rabah Mohanna, membre du bureau politique du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). « De l'autre côté, Mahmoud Abbas s'en tient à l'agenda américain, sans prendre en compte le fait que Washington soutient totalement Israël ».

Personne ne se fait d'illusion sur un règlement rapide du conflit interne. Ce qui est peut-être encore pire, c'est la désillusion des Palestiniens eux-mêmes. La conférence d'Annapolis apparaît maintenant pour ce qu'elle est : une farce. Les Palestiniens continuent à tomber comme des mouches sous le feu israélien, les check-points sont toujours en place, le mur de l'apartheid poursuit son sillon dans la Cisjordanie, les colonies s'agrandissent et Jérusalem se judaïse par l'expulsion de fait des Palestiniens de l'est de la ville.

Même au sein de la direction de l'OLP, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour que Mahmoud Abbas boycotte les discussions avec les Israéliens tant que ces derniers ne se conforment pas réellement à la « feuille de route ». Mais le président ne veut rien entendre. Pour Israël, tout baigne, la question palestinienne redevient un problème humanitaire comme avant 1965 (et non plus des droits d'un peuple) et les gouvernements occidentaux ne parlent plus de l'occupation.

Pierre Barbancey

En décembre 2007, nous avons eu droit à une primeur mondiale : la conférence internationale des donateurs pour la Palestine - qui s'est tenue à Paris - a donné plus d'argent aux autorités palestiniennes qu'elles n'en avaient préalablement demandé.

Au total, 7,5 milliards de dollars leur ont été octroyés sur une période de trois ans.

Cette manne représente beaucoup d'argent, mais ce don implique des contreparties. Alors qu'elle donne généreusement d'une main, la communauté internationale permet simultanément que Gaza soit affamée et que les besoins fondamentaux de la population palestinienne (accès à l'énergie, au médicaments ...) soient niés.

Le plan de Paris a aussi quelques objectifs explicites: continuer à isoler le Hamas en soutenant uniquement les Palestiniens qui adhèrent à une politique de "*normalisation avec Israël*" et prévoir plus de moyens pour assurer le maintien de l'ordre.

Pour vendre « *cette camelote* », les donateurs ont parlé de l'avènement d'un Etat propre aux Palestiniens. Il est intéressant d'analyser très concrètement cette perspective, alors qu'en Palestine et ailleurs, certains s'appêtent à commémorer la Nakba ou à fêter le 60ème anniversaire de la naissance d'Israël.

La politique de normalisation avec Israël vise à atténuer les effets de l'occupation, sans remettre cette dernière en cause.

Si ce plan se réalisait et si un mini-Etat palestinien voyait le jour, ce dernier serait-il à même d'améliorer notablement le quotidien des Palestiniens, leur permettrait-il d'accéder à la santé, au bien-être, au développement? Le doute est permis. Examinons par exemple le projet de développement économique de la vallée du Jourdain, en Cisjordanie occupée.

Ce projet baptisé « *Couloir de la Paix et de la Prospérité* » préconise que les Palestiniens habitant la vallée travaillent dans les colonies israéliennes - dont certaines sont illégales, même au regard des lois israéliennes. Il prévoit aussi la création d'un centre moderne de gestion des déchets qui pourra être utilisé par les entreprises israéliennes. Enfin, il envisage la construction - en territoire palestinien - d'une nouvelle route reliant Jérusalem à Jéricho, un axe qui demeurerait sous le contrôle de l'armée israélienne.

Un tel projet pourrait apporter quelques shekels à certains Palestiniens de la région, mais il bénéficiera surtout aux industries israéliennes. Il entraînera la « *normalisation* » des relations entre l'occupant israélien et une population palestinienne brimée et assiégée. Cette politique vise à installer durablement une relation coloniale qui - même en se limitant à des aspects strictement humanitaires - sera néfaste pour le bien-être de la population palestinienne.

Alors que la communauté internationale pousse de plus en plus les autorités palestiniennes à abandonner les droits nationaux des Palestiniens, Israël continue - sans rencontrer le moindre obstacle - sa politique d'annexion et d'expulsions. Qu'advient-il de la bande de Gaza et de son 1,5 million d'habitants? Depuis la mi-janvier, les Palestiniens de ce territoire ont pris leur destin en main en brisant le siège illégal qui leur était imposé. Cette action d'éclat, nous rappelle qu'ils ne sont pas prêts à courber l'échine, à accepter leur sort.

Mais cette bulle d'oxygène suffira-t-elle à les soulager?

Et Israël a-t-il maintenant refilé « *la patate chaude* » à l'Egypte, et au président palestinien Abbas, sommé de se débarrasser du Hamas?

En Cisjordanie, sous le prétexte d'une extension de Jérusalem, de nouvelles colonies voient régulièrement le jour.

Dans la capitale, même les Palestiniens peuvent se rendre compte que le fameux plan "*Jérusalem 2025*" - dont l'objectif à terme est de conférer à la ville un caractère strictement juif - progresse sans encombre. Il s'agit donc bien de pousser les Palestiniens à la fuite, rendre leur vie difficile, les exproprier en espérant qu'ainsi leur nombre décroisse et qu'ils finissent par former une « *minorité invisible* », dans leur propre capitale.

Sur le terrain

Au sein de la société civile et du peuple palestiniens, nombreux sont ceux qui se cherchent un second souffle.

Chacun veut trouver une sortie à la crise, sans pour autant céder à un marché de dupes.

L'appel en vue de former une nouvelle unité basée sur la défense des droits fondamentaux des Palestiniens bénéficie d'un écho de plus en plus large.

En décembre 2007, Intal a participé à une conférence, organisée par notre partenaire les Health Work Committees, portant sur la lutte pour le droit à la santé. Cette conférence voulait rappeler que ce combat pour l'accès au bien-être, au développement passe nécessairement, en Palestine, par une lutte contre l'occupation et la colonisation israéliennes.

Au sein même du secteur des soins de santé, la conscience - qu'aucun développement durable n'est possible sans droits - croît de jour en jour. Il ne s'agit pas d'atténuer les effets de l'occupation et de la répression, mais de se battre pour un futur sans occupation et lutter pour qu'un jour, chaque personne jouisse de tous les droits démocratiques fondamentaux. Les Health Work Committees se sont définis comme objectif - pour les années à venir -

d'organiser la jeunesse de Jérusalem, pour qu'elle participe à cette lutte. Par son action, notre partenaire participe à l'édification, face au mur de la honte à Jérusalem, d'un mur de la résistance.

En Belgique, Intal soutient pleinement les Health Work Committees, entre autre en facilitant les contacts entre des écoles belges et des écoles palestiniennes de Jérusalem.

Mais - et nos amis Palestiniens nous le demandent avec insistance - nous devons aussi solliciter nos dirigeants belges et les confronter à la question des droits du peuple palestinien. Les Palestiniens ont-ils droit à un Etat, à une capitale? Les réfugiés palestiniens ont-ils le droit de revenir dans leur région natale et d'exiger la restitution de leurs terres? ...

Dans les mois à venir, nous comptons interpellier nos dirigeants et les amener à se positionner. Alors, au boulot!

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 David Kretzmer : Ce que la Cour suprême a avalé.

Comment, dans les Territoires, une route déclarée construite pour le bien de la population locale est-elle devenue une route sur laquelle il lui est interdit de circuler ? Le cas de la route 443 est exemplaire de la « logique » de l'hypocrisie juridique qui caractérise le pouvoir israélien dans les Territoires depuis des années.

Depuis le jour de l'entrée des forces de l'armée israélienne dans les Territoires, les autorités appuient de nombreuses opérations réalisées là-bas – comme la saisie de terres, le fait de décréter des sols terres d'Etat ou les restrictions sévères imposées aux déplacements – sur le pouvoir d'un commandement militaire en territoire occupé. La Cour suprême a établi, et établi des dizaines de fois, que le cadre juridique en vigueur dans les Territoires était celui d'une occupation ou *occupatio bellica*. Dans ce cadre juridique, le commandement militaire est censé baser ses décisions sur deux considérations exclusivement : les nécessités militaires et le bien de la population locale.

Comme l'a établi la Cour suprême, dans ce qui constitue un précédent instructif : « Les considérations du commandement militaire portent sur la manière de garantir ses propres intérêts sécuritaires dans la région, d'une part, et de garantir les intérêts de la population civile dans la région, d'autre part... Le commandement militaire n'est pas autorisé à prendre en considération les intérêts nationaux, économiques et sociaux de son propre Etat, pour autant que ceux-ci n'ont pas de répercussions sur ses propres intérêts sécuritaires dans la région ou sur les intérêts de la population locale. Et même les besoins de l'armée, ce sont ses besoins militaires et non pas les besoins de la sécurité nationale au sens large... Une zone d'*occupatio bellica* n'est pas un champ ouvert à l'exploitation économique ou autre. »

Tous ceux qui ont les yeux en face des trous savent qu'il n'y a, entre ces propos et la manière dont les autorités se comportent dans les faits, aucun rapport. Du fait des limitations du cadre juridique de la Cour suprême (dans lequel on s'appuie sur les déclarations sous serment des parties et sans examen de témoins), et peut-être à cause d'une certaine propension à fermer les yeux, il n'y a que dans de rares cas que se trouve exposé au tribunal le fossé qui sépare le cadre annoncé et la réalité sur le terrain. Dans l'affaire d'Alon Moreh, ce fossé a été mis à nu quand il est apparu au tribunal que, contrairement à ce qui lui avait été présenté dans la déclaration sous serment originale du chef d'état-major, l'objectif pour lequel on s'emparait de terres privées – sur lesquelles on demandait à établir la localité – n'était pas militaire mais politique. Il en fut de même dans un cas qui touchait à la clôture de séparation, lorsqu'il fut prouvé que, contrairement à la déclaration sous serment introduite lors d'une requête antérieure, le tracé de la clôture, sur un certain tronçon, n'avait pas été fixé sur base de considérations sécuritaires mais pour se conformer à un projet, non encore approuvé, d'expansion d'une localité juive dans la région.

Il n'y a pas de meilleur exemple de la méthode selon laquelle les arguments sont adaptés au cadre juridique formel – qui mérite le titre d' « hypocrisie juridique » – que le cas de la route 443.

Pour les besoins de la construction d'une partie de cette route, qui relie Jérusalem à l'échangeur de Ben Shemen, des terres palestiniennes privées ont été expropriées. Les autorités savaient qu'elles ne pourraient pas défendre cette expropriation si elles annonçaient que la route était construite comme partie intégrante d'un projet routier d'Israël même. Alors, quand les propriétaires des terres se sont adressés à la Cour suprême, les autorités ont introduit une déclaration sous serment disant que le réseau routier existant était obsolète et que la population palestinienne des Territoires – Ramallah, Bir-Naballah, Judeira, Nabi-Samuel, Bei Ikksa, Beit Hanina, Biddu, Rafat et Bethléem étaient cités dans le document – avait besoin de nouvelles routes. La route projetée venant répondre à ce besoin.

La Cour suprême a gobé l'argument et en est arrivée à la conclusion que « nous n'avons aucun doute ni hésitation quant au fait que les considérations d'Israël et ses besoins civils n'étaient pas à la base du projet routier en cours de réalisation ».

Les années ont passé et la situation sécuritaire a changé. Les officiers de l'armée sont arrivés à la conclusion qu'il n'y avait pas à autoriser à la fois aux Israéliens et aux Palestiniens de circuler sur la route. A la lumière de la déclaration sous serment que l'on avait présentée à la Cour suprême, et de la décision de justice prise par la Cour elle-même, il est évident que la conclusion qui s'impose, avec les désagréments qui l'accompagnent, c'est qu'il ne faut pas permettre aux Israéliens de circuler sur cette route qui a été construite, rappelons-le, pour le bien de la population locale. Le commandement militaire en a bien sûr décidé autrement : les Israéliens ont été autorisés à circuler sur cette route, tandis que les Palestiniens, pour qui elle a été construite – c'est ce qu'avait établi la Cour suprême – ne sont pas autorisés à y circuler. Et à cette fin, l'accès à la route à partir des villages de la région sera lui aussi barré.

Mais il y a une difficulté. Cette fois encore, il y a la Cour suprême et il faut revenir sur l'exercice de « l'hypocrisie juridique ». Non pas que nous prétendrons – le ciel nous en préserve – que l'on a menti lorsqu'on a déclaré, en

son temps, que l'objectif principal du projet de construction de la route était de servir la population locale, mais on s'appuie sur cette note [*de la Cour*] que le projet routier « servira non seulement les habitants de la région mais aussi les habitants d'Israël, et au trafic entre la Judée-Samarie [Cisjordanie] et Israël ». Il est écrit « aussi », pas « seulement ».

Un jour, quand s'écrira l'histoire de l'occupation, la route 443 constituera un symbole et un exemple. Pas seulement de la manière dont le pouvoir d'occupation aura maltraité, dans sa vie, le simple civil palestinien, qui demande à pouvoir jouir de la liberté de mouvement et d'autres droits que nous tenons pour évidents, mais aussi de l'hypocrisie qui accompagne ce pouvoir depuis son instauration.

David Kretzmer

* L'auteur enseigne le droit constitutionnel et le droit international à l'Université Hébraïque et à l'Ecole de Droit de Ramat Gan

Haaretz, mardi 22 janvier 2008

www.haaretz.co.il/hasite/spages/947038.html

Version anglaise : Tyranny in tar - www.haaretz.com/hasen/spages/948033.html

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

4-2 Gideon Lévy : Une moisson de larmes.

L'Union Européenne a investi, les agriculteurs de Beit Oula ont construit.

Résultat : de magnifiques terrasses, des vergers et des champs de blé et de fèves florissants. Jusqu'à ce qu'arrive l'Administration civile et qu'elle détruise tout.

Deux ans de travail réduits à rien en moins de deux heures.

Cet agriculteur, Sami Al-Adam, voudrait en appeler aux agriculteurs israéliens ; peut-être comprendront-ils, eux : « *Ils connaissent l'agriculture et ils accordent de la valeur à l'agriculture. Le peuple israélien tout entier valorise l'agriculture. Israël est le premier ou le second dans le monde pour l'agriculture. Un arbre que vous faites grandir est comme un fils, une partie de vous. Ils savent combien il est douloureux de voir un arbre déraciné* ».

Sami Al-Adam voudrait aussi s'adresser aux mères des soldats israéliens et aux épouses de leurs officiers : « *Je voulais que vous sachiez que lorsque vos fils et vos maris viennent en Cisjordanie, ils n'y viennent pas pour veiller à la sécurité de l'Etat d'Israël. Je voulais dire à la mère du soldat, qu'il exécute ici les ordres de la partie extrémiste de votre gouvernement. Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'extrémistes chez nous, il y en a chez vous aussi mais on ne peut pas permettre de les laisser décider de notre vie. Je n'ai rien contre les soldats, seulement contre les commandants qui leur donnent l'ordre de déraciner et de détruire les terres, dans l'intention de déraciner les gens de leur terre. Vos fils n'ont pas reçu un entraînement de trois ans pour déraciner et détruire, mais pour protéger le pays.* »

Et à tous les Israéliens aussi, Sami Al-Adam adresse cet appel : « *Nos voisins, ce ne sont pas les Européens, ni les Américains. C'est vous, nos voisins, et nous devons veiller les uns sur les autres. Nous vivons ici et ne faisons de tort à personne. Pendant des années, j'ai enseigné à mes enfants à vivre ensemble, que nous devons être ensemble, et maintenant ils ne me croient plus* ».

Ses paroles de remontrance Sami Al-Adam, le fermier, les lance depuis sa terre dévastée, cette terre qu'il avait travaillée, soignée, bâtie, semée, plantée, creusée, retournée, désempierrée, fertilisée, abreuvée durant deux ans, jusqu'à ce que ce terrain rocailleux devienne un potager, des vergers, des vignes et des champs de blé, d'orge et de fèves, pour l'éternité. Mais l'éternité a été de très courte durée : le bûcheron de l'Administration civile est passé, il y a quelques semaines, sur ses champs et ses plantations, ainsi que sur celles de ses voisins, et il a tout détruit. Finie la vigne, finis l'olivier, la grenade, la figue, la pêche, le citron, l'amande : les sept espèces ont toutes été arrachées et détruites les impressionnantes terrasses qu'il avait construites et démolis aussi les huit puits d'eau creusés dans la terre dure – tout a été foulé au pied. Quelques jours avant la fête de Tou BiChevat [*Tombant le 15^e jour du mois de Chevat, c'est le « nouvel an des arbres » - ndt*], Israël leur a montré ce qu'était son véritable rapport à l'arbre.

L'Union Européenne avait apporté un soutien généreux aux fermiers de Beit Oula dans un vaste projet de développement agricole, sur près de 100 dounams [10 ha]. Les fermiers eux-mêmes ont investi de leur argent et le meilleur de leur travail, et tout a disparu en quelques heures de travail des bulldozers de l'Administration civile, accompagnés de travailleurs étrangers recrutés pour servir de force de destruction d'Israël, ses salariés de la bêche. Au diable l'Union Européenne, au diable le travail de la terre de ces fermiers travailleurs et industriels auxquels Israël refuse aussi de trouver du travail en Israël, et au diable l'heureux état d'esprit qui a toujours régné à Beit Oula, un village paisible et tranquille qui n'a jamais pris part à la lutte violente du peuple palestinien. Le « village de la paix », comme l'appelaient certains, ajoutant même « le village des collabos ».

C'est ici que sont nées les « associations des villages » qu'Israël avait en son temps essayé d'établir.

Ici, n'est tombé aucun martyr. Mais il est tout de même parvenu jusqu'ici aussi, le vent mauvais et destructeur de l'occupation israélienne, dévastant tout. Que dira l'Administration civile aux gouvernements européens qui ont investi dans ces champs et ces plantations le meilleur de leur argent ? Que dira-t-on à ces fermiers qui avaient fait fleurir le désert ? Tous les arguments de l'Administration civile volent en éclat devant la carrière établie par un

colon israélien aux limites de Beit Oula. Elle est légale, celle-là, elle est juste, et personne n'y sera visé – exactement comme dans tous les avant-postes illégaux qui poussent comme des champignons. Mais les champs de Beit Oula, détruisons-les et avec eux, l'esprit qui régnait dans le village.

La route d'Hébron est parsemée de taches blanches. La neige qui est tombée ici la semaine passée n'a pas encore totalement fondu, donnant un frileux aspect alpin à ce paysage biblique. Même dans les rues bruyantes d'Hébron, il y a encore ici et là des paquets de neige qui tournent en une eau sale sous les roues des voitures nombreuses. Quand on descend des hauteurs d'Hébron en direction de Beit Oula, on ne voit plus trace de la neige.

Il y a 13 000 habitants dans ce village-bourgade. Seuls 500 d'entre eux parviennent encore à aller travailler en Israël où, pendant des années, la plupart d'entre eux gagnaient leur vie. Dans le bâtiment du conseil du village, nous sommes attendus par plusieurs de ces fermiers dépossédés : Sami, Suleiman et Mahmoud Al-Adam, tous chefs de famille. Sami est leur porte-parole, lui qui parle couramment un hébreu coloré : « *Nous sommes ici avec nos voisins de l'autre côté de la bande verte. Nous sommes ici un village paisible, un moshav paisible. Nous n'avons pas de problèmes avec l'Etat.* »

Et il poursuit : « *Dans les années 76 à 81, l'armée s'entraînait ici deux ou trois mois par an, pas plus. Ils avertissaient les habitants et ils ne touchaient pas à nos cultures. En 2005, ils ont érigé la clôture et il y a des terres qui se trouvaient dans son chemin, alors ils se sont assis avec le conseil municipal : ils se sont arrangés sur les frontières et se sont mis d'accord sur la carte. Il y a deux ans, l'Union Européenne, qui aide le peuple palestinien, a décidé de nous aider par le biais d'une amélioration de nos terres* ». Les Européens ont offert leur appui via le « PARC », les Comités palestiniens d'aide à l'agriculture.

Les Européens ont donné 36 000 livres israéliennes [~ 6 800 €] pour chaque parcelle d'une dizaine de dounams, neuf parcelles au total, et les fermiers ont encore ajouté chacun l'équivalent de cette somme environ. Sami y est allé de sa poche pour un montant de 45 000 livres israéliennes [~ 8 500 €], Mahmoud 20 000 livres israéliennes [~ 3 800 €] et Suleiman 36 000. Chacun d'entre eux a en outre associé plusieurs de leurs frères à ce projet agricole. « *Nous avons construit des terrasses, creusé des puits, nous avons planté et semé. Nous avons travaillé et tout allait bien, nous n'avons reçu aucun avertissement, à l'exception d'un fermier mais au bout du compte, tout s'était arrangé pour lui aussi. L'Union Européenne ne donne pas d'aide avant d'avoir reçu l'approbation du gouvernement israélien permettant les travaux. D'après ce que j'ai compris, ils reçoivent une autorisation de l'Administration civile à Beit El, pour s'assurer qu'il ne s'agit pas d'une terre confisquée.* « *Nous avons travaillé cette terre, aplani le terrain, érigé des clôtures de pierre, creusé des puits, huit puits, chacun fournissant environ 80 à 100 m³ d'eau de pluie par an, selon les précipitations. Et nous avons 3 400 plants d'oliviers, de vignes, de pêchers, de citronniers, de grenadiers, de figuiers et d'amandiers. Tout allait à merveille.* »

Le 15 janvier, à la première lueur du soleil, Sami a reçu un appel téléphonique d'un des villageois qui habite près des parcelles cultivées : des forces de l'armée israélienne et l'Administration civile étaient dans les champs et les vergers. D'importantes forces de l'armée israélienne avaient fermé toutes les routes d'accès depuis le village vers les parcelles et une armée de bulldozers et de pelleuses y montait, accompagnée de travailleurs étrangers. Sami raconte : « *25 jeeps de l'armée, de l'Administration civile et de la Préservation de la Nature, et d'énormes tractopelles, vraiment énormes, qui étaient occupés à dévaster notre terre. Et nous regardions ça de loin, avec nos yeux, sans pouvoir rien faire. Nous voulions aller avec nos enfants sur nos terres, et on ne nous le permettait pas. Nous ne sommes pas habitués à discuter avec les soldats, ni à lancer des pierres. Nous ne sommes pas faits pour ça. J'ai parlé aux soldats et ils m'ont dit : vous n'irez pas sur votre terre. Aujourd'hui, c'est notre terre. Demain, quand nous aurons tout détruit, elle sera à vous. J'ai demandé : pourquoi détruisez-vous ? Ils ont dit : c'est l'Etat d'Israël. Si vous ne vous en allez pas d'ici, ils ont dit, vous recevrez des coups devant vos enfants. Ce que nous avons fait pendant deux ans, ils l'ont détruit en deux heures. Tout ce que j'ai enseigné à mes enfants pendant toute ma vie, ils l'ont détruit en deux heures.* »

Sami dit avoir demandé à voir l'ordre écrit. Les officiers l'auraient renvoyé de tous côtés et ne lui auraient rien montré. Ses amis et lui disent n'avoir reçu aucune mise en garde préalable. Les officiers lui ont dit que les ordres écrits avaient été éparpillés sur les parcelles mais personne à Beit Oula ne les a vus. « *Ils nous raconteront des histoires jusqu'au prochain communiqué* », dit-il maintenant. Les grands arbres, ce sont les gens de l'Administration civile qui les ont pris, et les plants ont été arrachés au sécateur et à la houe par les travailleurs thaïlandais. Les bulldozers ont démolé les terrasses et les puits. Presque 100 dounams [10 ha].

Les représentants de l'Union Européenne sont venus le lendemain. Sami dit qu'ils avaient des regards noirs. Le représentant de B'Tselem, Moussa Abou-Hash'hash, est venu lui aussi, pour photographier et faire son rapport. Il a fallu un mois aux représentants de l'Autorité Palestinienne avant de venir.

Le porte-parole de l'Administration civile, le capitaine Tzadki Maman, a fait savoir que « *l'événement dont il est question était une opération de l'unité d'inspection de l'Administration civile en Judée et Samarie [Cisjordanie] visant à appliquer la loi à l'encontre d'intrusions sur des terres d'Etat, après avoir épuisé l'ensemble des procédures obligatoires, en ce compris la communication des ordres (en hébreu et en arabe) et leur publication*

sur le terrain dès le courant de 2006 avec possibilité de faire part d'objections. Je noterai qu'à la lumière de la poursuite des travaux après la distribution des ordres [de démolition], une seconde distribution des ordres avait été opérées en septembre 2007.

« Le 'projet' n'a pas été réalisé par l'Union Européenne et, sur le terrain, ne se trouvait même aucune indication qu'il en fût ainsi. D'après une information parvenue à l'Administration civile, il apparaît que les travaux ont été réalisés sous l'égide de l' "Association pour la Promotion de l'Agriculture" (association palestinienne) qui subsidie des projets agricoles, si bien qu'il est possible qu'elle ait reçu de l'argent de l'Union Européenne et qu'elle en ait fait usage en aidant des agriculteurs locaux à violer la loi. Soulignons que l'association, dans la mesure où elle existe bien, est tenue de coordonner une activité réglementée en Territoire C, avec l'Administration civile. Incidemment, nous remarquerons que l'espace dont ont été expulsés les intrus touche au terrain d'un futur site de dépôt d'immondices. »

Un porte-parole du Commissariat européen a déclaré que le Commissariat était très préoccupé et discutait actuellement à ce propos avec les autorités israéliennes. Le Commissariat espère trouver le plus rapidement possible une solution à la situation afin d'empêcher la répétition de cas semblables à l'avenir.

Nous roulons dans la Subaru *Justy* hoquetante de Sami, et qui porte un autocollant : « *On se joint à la chaîne israélienne – Goush Katif* ». Nous nous rendons aux parcelles dévastées qui se trouvent à l'ouest du village. En chemin, Sami me dit qu'il aime les Israéliens. Pendant la guerre des Six Jours, alors qu'il était petit, un avion est tombé sur les terres du village, et son père, me raconte Sami, avait sauvé le pilote. « *Je me souviens de mon père, son souvenir soit une bénédiction, donnant de l'eau au pilote, cherchant à apaiser son inquiétude et lui montrant par où aller pour qu'il ne lui arrive rien. On n'oublie pas ça.* » Sami aimerait savoir si le pilote vit toujours. Il avait aussi un ami d'origine yéménite et qui s'appelait Gideon, d'un des moshav des environs, et quand il est décédé, il n'y a pas longtemps, il avait demandé à pouvoir aller à son enterrement : « *Ils m'ont ri au nez, à l'Administration civile, quand j'ai demandé un permis d'entrer* », raconte-t-il.

« *Union Européenne, Comités palestiniens d'aide à l'agriculture* », est-il écrit sur le grand panneau dressé à l'entrée des terres avec le drapeau de l'UE et ses étoiles dorées sur fond bleu, « *Projet 2005 / 106-391* ». La *Justy* grimpe dans les collines rocailleuses. Sur leurs flancs s'étendent les tapis verts et bruns des champs cultivés sur lesquels le bûcheron n'est pas passé. Un soleil printanier donne au paysage des couleurs vives. Au bout du chemin, le spectacle apparaît, déchirant : rien que ruine et destruction. Les terrasses de pierre qui avaient nécessité tant de travail sont démolies, transformées en vagues de pierres. Les puits sont détruits, les clôtures en fil de fer sont détachées, et d'innombrables plants sont déracinés, arrachés, et traînent par terre. Ici, Sami avait 40 plants de citronniers, et là il avait planté des grenadiers. Il ne reste rien.

Comme un père fier de ses enfants, il montre l'excellence de son agriculture, se saisit d'un plant arraché et dit : « *N'importe quel conseiller agronome vous dirait qu'on dirait un plant de quatre ans, alors qu'il n'a que deux ans. C'est de la culture sèche, mais en été je donnais un peu d'eau* ». Et voilà un petit potager semé pour les besoins de la maison. Fève, oignon, chou, chou fleur : tout a été écrasé. Ici, il y avait un olivier, là un citronnier et ici des figues. Il ne reste rien. Autour de nous se sont rassemblés ses amis fermiers, ses compagnons de misère, chacun voulant montrer sa parcelle détruite. Depuis plusieurs générations dans le village, le vieux fermier Ahmed Abou-Habtan, avec son keffieh rouge, voudrait que nous voyions ce qui reste de son puits.

« *Je ne digère pas cela. Je ne comprends pas le pourquoi* », dit Sami Al-Adam. « *Jamais ils n'ont dit qu'ils voulaient la terre. S'ils veulent installer ici un moshav israélien, OK. Nous vivrons ensemble. Mais pourquoi se débarrasser de nous ?* »

Gideon Lévy

Haaretz, 8 février 2008

www.haaretz.co.il/hasite/spages/952230.html

Version anglaise : [Cut short](#) (sans la réponse de l'Administration civile)

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Mahdi Darius Nazemroaya L'OTAN et Israël : Instruments des guerres de l'Amérique au Moyen-Orient

Le rôle de l'OTAN sur le Théâtre de Guerre au Moyen Orient

L'Organisation du Traité Nord Atlantique (OTAN) est devenue un instrument pour soutenir les objectifs étrangers

et sécuritaires anglo-américains et franco-allemands. Bien qu'il existe des différences internes au sein de l'OTAN, les intérêts des US, de l'UE et d'Israël – qui depuis 2005 est traité comme un membre de facto de l'OTAN – sont intimement liés dans l'alliance militaire atlantique.

Deux zones au Moyen Orient ont été militarisées par des puissances étrangères : le Golfe Persique et le Levant.

Pour cela, il y a eu deux phases distinctes de militarisation au Moyen Orient depuis la fin des années 70, la première étant distinctement anglo-américaine, et remontant à la guerre Irak Iran et la suivante étant un effort unifié de l'OTAN impliquant la France et l'Allemagne comme acteurs clés.

Bien que le processus de militarisation au Levant ait commencé après la Seconde Guerre Mondiale avec la création d'Israël, le rôle distinct de l'OTAN dans ce processus a pris forme depuis le lancement de la « Guerre Mondiale contre le Terrorisme » en 2001.

Paris et Berlin révèlent leurs fonctions dans la « Guerre Mondiale contre le Terrorisme »

L'UE menée par la France et l'Allemagne, a effectivement soutenu la politique étrangère anglo-américaine depuis le lancement de la « Guerre Mondiale contre le Terrorisme ». La conséquence c'est l'expansion illimitée de l'OTAN au Moyen Orient et en Asie Centrale.

Il est prévu qu'à la fois l'OTAN et Israël prennent des responsabilités majeures dans les conflits régionaux à venir avec l'Iran et la Syrie, s'ils devaient éclater. C'est évident quand on observe les positionnements des troupes de l'OTAN et des navires de guerre au Moyen Orient, Afghanistan, et aux frontières à la fois de l'Iran et de la Syrie.

L'initiative de paix Arabe de 2002 : enfermer les Palestiniens à la Mecque et via une séparation entre Gaza la Cisjordanie

En ce qui concerne la Palestine, la chaîne des événements qui seront discutés mènera finalement à Annapolis. Ces événements ont commencé avec l'initiative Arabe de 2002 qui a été proposée par l'Arabie Saoudite à Beyrouth pendant la conférence de la Ligue Arabe au Liban. La conférence d'Annapolis a seulement été une réponse extravagante à la proposition saoudienne prudemment élaborée, qui en fait a été fournie par Londres et Washington en 2002 aux Saoudiens comme faisant partie de leur feuille de route pour le Moyen Orient.

Pour comprendre où la voie tracée à Annapolis conduit les Palestiniens et le Levant, on doit aussi comprendre ce qui s'est passé en Palestine depuis 2001. Pour aboutir à Annapolis on doit reconnaître ce qui s'est passé entre le Hamas et le Fatah, la tromperie calculée du rôle de l'Arabie Saoudite dans l'Accord de la Mecque, et les objectifs à long terme de l'Amérique et de ses alliés au Moyen Orient et sur le littoral Méditerranéen.

D'abord, l'Amérique et l'UE ont réalisé que le Fatah ne représentait pas la volonté populaire de la nation palestinienne et que les autres partis politiques pourraient prendre le pouvoir d'entre les mains du Fatah. C'était un problème pour Israël, l'UE et l'Amérique car ils avaient besoin des dirigeants corrompus du Fatah pour appliquer leurs objectifs à long terme dans les territoires occupés palestiniens, l'Est Méditerranéen et le Moyen Orient.

En 2005, le Département d'Etat US, la Maison Blanche, et Israël ont commencé à se préparer à la victoire du Hamas lors des élections générales palestiniennes. Alors une stratégie a été mise au point pour neutraliser non seulement le Hamas, mais toutes les formes légitimes de résistance palestinienne aux agendas étrangers qui ont maintenu en otage les palestiniens depuis la « Nakba. »

Israël, l'Amérique, et leurs alliés, qui incluaient l'UE, avaient bien conscience que le Hamas ne serait jamais partie prenante de ce que Washington programmait pour les Palestiniens et le Moyen Orient. Simplement dit, le Hamas s'opposerait au projet du « Nouveau Moyen Orient » et ce qui devrait être l'une de ses conséquences au Levant, l'Union Méditerranéenne. Pendant tout ce temps, l'initiative de Paix Arabe de 2002 a été le portail pour la matérialisation à la fois du Nouveau Moyen Orient et de l'Union Méditerranéenne.

Tandis que les Saoudiens ont joué leur part dans l'initiative de l'Amérique du « Nouveau Moyen Orient », le Fatah a été manipulé, pour ne pas employer d'autres mots, afin de combattre le Hamas de sorte qu'un accord serait requis entre le Hamas et le Fatah. Cela a été fait sachant que la première réaction du Hamas en tant que parti palestinien gouvernant, serait de maintenir l'intégrité de l'unité palestinienne. C'est là que l'Arabie Saoudite entre de nouveau en scène, à travers son rôle dans l'arrangement de l'Accord de la Mecque. L'Arabie Saoudite n'a pas reconnu diplomatiquement le Hamas avant l'accord de la Mecque.

L'Accord de la Mecque était un traquenard pour prendre le Hamas au piège. La trêve entre le Hamas et le Fatah, et par la suite le gouvernement d'unité palestinien établi, n'a jamais été conçu pour durer, dès le jour où le Hamas a été trompé pour signer l'Accord de la Mecque. L'Accord de la Mecque avait été conçu à l'avance pour légitimer

ce qui allait se passer ensuite, une mini guerre civile palestinienne à Gaza.

C'est après la signature de l'Accord de la Mecque que des éléments au sein du Fatah et dirigés par Mohammed Dahlan (supervisé par le lieutenant général US Keith Dayton) ont reçu l'ordre des US et d'Israël de renverser le gouvernement palestinien dirigé par le Hamas.

Il existait probablement deux plans en réserve, l'un dans le cas d'une victoire possible du Fatah et l'autre plan en réserve (le plus probable des deux) dans le cas d'un échec du Fatah. Ce dernier plan était une préparation de deux gouvernements palestiniens parallèles, l'un à Gaza dirigé par le premier ministre Haniyeh et le Hamas, et l'autre en Cisjordanie contrôlé par Mahmoud Abbas et le Fatah. Mahmoud Abbas et ses associés ont également appelé à la création d'un parlement palestinien parallèle en Cisjordanie, sans substance et n'en ayant que le nom. (1)

L'Accord de la Mecque autorisait effectivement le Fatah à diriger la Cisjordanie en deux coups. Puisque le gouvernement a été formé à la suite de l'Accord de la Mecque, un retrait du Fatah du gouvernement a été utilisé par le Fatah pour décrire le gouvernement dirigé par le Hamas comme illégitime. Ceci se passait alors qu'un regain de luttes à Gaza rendait de nouvelles élections palestiniennes non envisageables. Mahmoud Abbas a aussi été mis en position de pouvoir affirmer la légitimité de former sa propre administration en Cisjordanie, ce qui aurait été perçu mondialement comme ce que c'est vraiment, un régime illégal sans l'Accord. Ce n'est pas non plus une coïncidence si l'homme choisi pour diriger le gouvernement de Mahmoud Abbas le Dc Salam Fayyad, est un ancien employé de la Banque Mondiale.

Le Hamas étant effectivement neutralisé, et coupé du pouvoir en Cisjordanie, la scène était dressée pour deux choses ; des propositions pour une force militaire internationale dans les territoires palestiniens et la Conférence d'Annapolis. (2)

Le sommet de Paix d'Annapolis : annonce d'évènements encore à venir

Selon Al Jazeera, avant la conférence d'Annapolis, des accords rédigés par Mahmoud Abbas et Israël appelés Accord de Principes, garantissaient que les palestiniens n'auront pas de force militaire quand il sera octroyé à la Cisjordanie une certaine forme d'auto détermination

Les accords appellent également à l'intégration des économies du monde Arabe avec Israël, et le positionnement d'une force internationale, similaire à celle qu'il y a en Bosnie et au Kosovo, pour superviser l'application de ces accords dans les territoires Palestiniens. Cela devient aussi plus clair avec la révélation de cette information, pourquoi il fallait neutraliser le Hamas et légitimer Mahmoud Abbas.

C'est là où la France et la création de l'Union Méditerranéenne re-rentre en scène. Pendant des années, bien avant la « guerre Mondiale contre le Terrorisme » Paris avait appelé au déploiement d'un contingent de soldats soit de l'UE soit de l'OTAN au Liban et dans les territoires occupés palestiniens. Les gens au Moyen Orient doivent ouvrir les yeux sur ce qui a été planifié pour leurs terres.

Le 19 février 2004, Dominique de Villepin a déclaré qu'une fois que les israéliens auront quitté la bande de Gaza, des troupes étrangères pourraient être envoyées là bas et une conférence internationale pourrait légitimer leur présence comme faisant partie de la deuxième phase de la feuille de route israélo palestinienne et comme faisant partie d'une initiative pour « Le Plus Grand Moyen Orient » ou le « Nouveau Moyen Orient ». (3) Cette déclaration a été faite avant que le Hamas arrive au gouvernement et avant l'Accord de Principes de Mahmoud Abbas. Cependant cela a suivi l'initiative Arabe proposée par les Saoudiens.

Considérant les choses sous cet aspect, c'est clair que les évènements qui se passent au Moyen Orient font partie d'une feuille de route militaire avant la « Guerre Mondiale contre le Terrorisme ».

Cela nous amène aux propositions de Nicolas Sarkozy pour une Union Méditerranéenne. L'intégration économique de l'économie israélienne avec les économies du Monde Arabe développerait le réseau de relations mondiales qui sont étroitement tissés par les agents mondiaux du Consensus de Washington. L'initiative de paix Arabe proposée par les Saoudiens, l'Accord de Principes, et Annapolis sont toutes des étapes de la création d'une intégration économique Monde Arabe Israël, via le projet pour le « Nouveau Moyen Orient » et l'intégration de tout le pourtour Méditerranéen dans l'Union Européenne via l'Union Méditerranéenne. La présence de troupes à la fois de l'OTAN et de pays de l'UE au Liban fait aussi partie de cet objectif.

Déjà vu au Liban : Internationalisation de la Bande de Gaza par l'OTAN ?

Il y a suffisamment de preuves que la guerre israélienne de 2006 contre le Liban a été planifiée par Israël, les US et l'OTAN. (4)

Après son déploiement à l'intérieur du Liban en 2006 sous la bannière de l'UNIFIL, il était aussi prévu que l'OTAN entre dans la Bande de Gaza à un moment donné dans le futur proche. Coïncidant avec la guerre de 2006 contre

le Liban, Israël devait également lancer une importante campagne contre les Palestiniens dans la Bande de Gaza. Les responsables israéliens disaient qu'après les combats entre l'armée israélienne et les palestiniens, l'OTAN serait désignée pour rentrer dans la Bande de Gaza. La Bande de Gaza était vue comme la nouvelle destination pour les « opérations de maintien de la paix » de l'OTAN par Avigdor Lieberman, l'ancien ministre des affaires stratégiques israélien (à la tête du parti d'extrême droite sioniste Israël Beitenou ndlt). Avigdor Lieberman était aussi le vice premier ministre d'Israël à cette époque.

Avigdor Lieberman a même insisté, en présence de Condoleezza Rice, et de responsables US, qu'une opération militaire contre les Palestiniens dans la Bande de Gaza était « inévitable » et que « les résultats d'une telle action devraient être l'entrée de 30 000 forces (soldats) de l'OTAN pour se déployer à Gaza » pour empêcher plus de concentration armée (palestinienne). (5) Amir Peretz, alors qu'il occupait le poste de ministre de la défense israélien, a aussi déclaré en mars 2007, que l'armée israélienne avait l'autorisation de mener de nouvelles opérations militaires dans la Bande de Gaza. (6)

Les combats prédits par les responsables israéliens et les commandants militaires ont eu lieu, mais, pas en premier entre les israéliens et les palestiniens. Les affrontements ont eu lieu entre les Palestiniens dans Gaza et puis les Israéliens ont commencé leurs opérations. Les Israéliens ont simplement fait sous traiter leur sale boulot par des collaborateurs palestiniens dans Gaza, tels que Mohammed Dahlan. Même les Israéliens ont appelé à l'internationalisation de la situation à Gaza, comme la situation au Liban. Mahmoud Abbas, le dirigeant du Fatah, s'est compromis en suivant le script US, israélien à la lettre.

Israël : De Facto un Bras Armé de l'OTAN

« L'objectif diplomatique et sécuritaire d'Israël... doit être clair : rejoindre l'OTAN et entrer dans l'Union Européenne. » Avigdor Lieberman, (ex ndlt) ministre des affaires stratégiques d'Israël.

Israël a établi un accord de coopération militaire de haut niveau avec l'OTAN. Avigdor Lieberman a déclaré qu'Israël est destiné à devenir un avant poste de l'UE et un membre effectif de l'OTAN. (7) L'ancien ministre israélien a aussi dirigé les contacts israéliens de haut niveau avec l'OTAN et le dossier de guerre contre l'Iran. Il a été impliqué avec les US et l'OTAN en ce qui concerne les préparations coordonnées contre la Syrie et l'Iran.

Depuis la création de l'état juif, Israël a été perçu comme un avant poste de ce que l'on appelle « l'Occident » et de ses intérêts au Moyen Orient et dans le Monde Arabe. Israël est un membre actif de l'« Operation Active Endeavour in the Eastern Mediterranean » (Opération Effort Actif dans l'Est Méditerranéen) de l'OTAN. Bien qu'Israël ne soit pas un membre de l'OTAN, Israël ensemble avec la Turquie, constitue l'épine dorsale de la force de l'OTAN au Moyen Orient. La Turquie et Israël sont tous deux destinés dans le futur à jouer un rôle militaire de premier plan dans la région Méditerranéenne.

A la fin de 2007, Israël a commencé à affirmer qu'il avait reçu le « feu vert » des US, de l'UE, et de leur corps militaire mutuel, l'OTAN, pour lancer une attaque contre l'Iran. Cela provoquerait l'embrassement du Moyen Orient. L'armée israélienne s'est entraînée en continu et leurs supérieurs ont dit aux soldats israéliens de se préparer pour une « guerre totale ».

Créer des Barrières dans les territoires de Palestine : avancées calculées pour le futur ?

La Bande de Gaza a été comparée par beaucoup en Palestine et Israël à un vaste centre de détention ou prison. Les mouvements y sont restreints, les droits à la mobilité violés, et toute la zone est entourée de barrières et barbelés. Des morceaux sont également toujours occupés par l'armée israélienne et utilisés comme zones tampon.

La Cisjordanie est une immense zone comparée à la Bande de Gaza. Celle-ci est aussi en taille une fraction de celle de la Cisjordanie. Elle fait environ 360 km² au total et partage avec Israël une frontière de 51 km. La Cisjordanie d'un autre côté à une superficie totale officielle de 5.949 Km². C'est beaucoup plus facile pour l'armée israélienne de contrôler et fermer hermétiquement la plus petite frontière de Gaza que celle de la Cisjordanie. Du point de vue du nombre de soldats israéliens et ressources humaines israéliennes, c'est la même chose. Des deux zones, c'est donc Gaza qui est la plus facile à boucler hermétiquement et à gérer.

En Cisjordanie, ce sera le Fatah avec l'aide des armées étrangères qui sera utilisé pour contenir les combattants palestiniens au cas où une guerre plus étendue éclaterait au Moyen Orient. Le projet d'internationaliser la situation dans la Bande de Gaza et la Cisjordanie avec la présence de troupes étrangères de l'OTAN et de pays Arabes, peut aussi être vu comme faisant partie de l'effort pour créer une barrière militaire pour protéger Israël.

Gabi Ashkenazi, un général israélien, d'origine mixte bulgare et syrienne, avec une expérience de terrain au Liban où il y a supervisé la SLA, South Lebanon Army (Armée du Sud Liban) a succédé à Daniel Halutz à la tête de l'armée israélienne. Ashkénazi a été chargé de construire la barrière qu'on appelle communément le « Mur de l'Apartheid », entre la Cisjordanie et Israël. Bien qu'il ne soit pas terminé, le mur de l'Apartheid, en cas de guerre régionale, servirait à empêcher les combattants palestiniens à passer de Cisjordanie en Israël pour combattre les

forces israéliennes.

Créer des barrières supplémentaires entre le Liban et Israël.

L'UNIFIL post 2006 qui s'est déployée au Sud Liban après le bombardement du Liban n'est pas la même que l'UNIFIL pré 2006. C'est une entité plus robuste et prête au combat, et elle aussi peut être utilisée pour protéger Israël contre les Libanais en cas de guerre régionale lancée par Israël.

Un autre point important, c'est le largage de 3 millions (voire plus) par l'armée israélienne de bombes à fragmentations, fournies par les US, dans le Sud Liban pendant la guerre de 2006 contre le Liban. Ce qui s'est révélé comme extrêmement sinistre c'est la précipitation israélienne pour saturer le Sud Liban de ces bombes à fragmentation alors que les attaques israéliennes contre le Liban tiraient à leur fin. La géographie du Sud Liban en donne une explication partielle ; c'est la région du Liban qui a des frontières avec Israël.

Ce largage massif des bombes à fragmentation au Sud Liban était une action délibérée pour créer une autre barrière israélienne contre des potentiels combattants lors d'une future guerre au Moyen Orient. Ces bombes à fragmentation sont en fait devenues des mines terriennes qui empêcheraient des vagues de combattants libanais de pénétrer en Israël en cas de guerre contre l'Iran, la Syrie, les Palestiniens, et le Liban.

Scénario de guerre régionale : préparations israéliennes pour une tempête de représailles par missiles

Le projet pour un « Nouveau Moyen Orient » coûtera très cher, et le prix en sera une guerre. La militarisation de la Bande de Gaza comporte plusieurs volets et est liée aux préparatifs d'un conflit plus large au Moyen Orient. Le déploiement de troupes étrangères dans la Bande de Gaza et la Cisjordanie, comme au Liban, et l'emmurement de la Cisjordanie servent aussi les mêmes objectifs pour contenir les Palestiniens si une guerre éclatait au Moyen Orient entre Israël, l'Amérique, et l'OTAN d'un côté, et la Syrie, l'Iran et leurs alliés de l'autre.

Le raisonnement qui fonde cette analyse c'est qu'une guerre contre l'Iran et la Syrie réduirait et affaiblirait l'armée israélienne : les forces israéliennes seraient exposées aux missiles balistiques de l'Iran et les différents groupes de résistance palestiniens en ont bien conscience. Si une guerre régionale éclate entre Israël et l'Iran et la Syrie, les Palestiniens pourraient se voir élever en tant que combattants pratiquement à égalité avec les Israéliens dans les territoires occupés palestiniens. La dynamique du conflit entre Israéliens et Palestiniens serait immédiatement transformée.

Des divisions entre les Libanais et les Palestiniens feraient obstacle à l'efficacité d'un effort combiné militaire contre Israël dans le cas d'une guerre plus étendue. La situation est la même que celle en Irak : plus les irakiens sont divisés, plus faible est leur effort de guerre contre les US et leurs alliés occupant l'Irak. En dehors de la Palestine, la Nakba a été répétée en Irak. Il n'y a pas d'erreur là-dessus, les occupations de la Palestine et de l'Irak sont de même nature, et ont les mêmes architectes. Bilad Al-Sham, l'Irak, et leurs peuples souffrent de la même source.

Existe-t-il un lien entre les discussions sur un état Palestinien et la Guerre ?

« La guerre que nous (Israël) menons au Moyen Orient ce n'est pas seulement la guerre de l'état d'Israël... et nous (Israël) sommes sur les lignes de front. »

2 Avigdor Lieberman, (ex) ministre des affaires stratégiques.

Suite à l'assassinat d'Hariri, la France et l'Allemagne sont devenues plus actives dans la valse diplomatique au Moyen Orient. Les ressources franco allemandes sont totalement activées et alignées sur les intérêts anglo américains sur le front diplomatique. Avant de se rendre en Egypte pour une visite d'état, la chancelière Angela Merkel a déclaré que l'Allemagne et l'UE redémarreraient le processus de paix arabo israélien. (8) Des diplomates franco allemands et l'UE ont aussi harmonisés leurs efforts avec l'Arabie Saoudite pour ce qui est de calmer les Palestiniens. (9)

On peut dresser de nombreux parallèles entre la marche vers la guerre de 2002 et 2003, en relation avec l'Irak et l'actuelle marche vers la guerre contre la Syrie et l'Iran. L'un de ses parallèles c'était l'initiative de la Maison Blanche pour ranimer le « processus de paix arabo israélien » ainsi nommé, et aider à l'établissement d'un état palestinien indépendant avant l'invasion anglo américaine de l'Irak.

Il y a un lien étroit entre les guerres américaines au Moyen Orient et les ouvertures faites en direction des Arabes pour la création d'un état palestinien. Les Accords d'Oslo ont également été liés à la défaite de l'Irak en 1991 lors de la Guerre du Golfe. Est-ce pour cela que George W. Bush a plus parlé de la menace de l'Iran que de paix lors de sa tournée présidentielle au Moyen Orient et sa visite en Israël ?

L'une des explications pour les déclarations US concernant l'état pour les Palestiniens, une façade, c'était de s'assurer qu'aucun des gouvernements clients dans le Monde Arabe serait renversé par des révoltes de populations arabes et remplacé. La Question Palestinienne et le soutien aux palestiniens sont un problème qui peut faire gagner ou perdre les cœurs et les esprits dans le Monde Arabe et avec beaucoup de

populations musulmanes. L'idée c'est tant qu'il y a un silence temporaire sur le front palestinien, des nouveaux fronts peuvent être ouverts sans créer une révolte de masse au Moyen Orient et ailleurs.

Consultation de guerre OTAN-Israël aux Quartiers Généraux de l'OTAN à Bruxelles.

Une trame consistante se construit impliquant l'OTAN, l'Est Méditerranéen, et la « Guerre Mondiale Contre le Terrorisme ». Fin juin 2007, Avigdor Lieberman et des responsables israéliens ont eu des rencontres de haut niveau avec des responsables de l'OTAN aux Quartiers Généraux de l'OTAN à Bruxelles. (10) Le vice secrétaire général de l'OTAN, Alessandro Minuto Rizzo d'Italie, et une délégation israélienne conduite par Avigdor Lieberman ont discuté le déploiement anticipé d'unités et forces de l'OTAN dans la Bande de Gaza (11)

Le vice secrétaire général de l'OTAN et le côté israélien ont aussi discuté du déploiement d'une force internationale à Gaza pour maintenir l'ordre et empêcher les Palestiniens de s'armer. (12) Les rencontres ont aussi porté sur l'Iran et la question des défenses aériennes d'Israël, et l'approfondissement de la coopération des services secrets entre l'OTAN et Israël. (13) Avigdor Lieberman est rentré en Israël après ses rencontres en Europe Occidentale, en affirmant à la radio de l'armée d'Israël que les US, l'UE, et l'OTAN avaient donné le « feu vert » à Israël pour initier une guerre au Moyen Orient en lançant une attaque contre l'Iran à une date non révélée. (14)

En 2004 l'OTAN a donné à Israël le « feu vert » pour commencer une guerre contre l'Iran à une date non révélée.

« **L'Iran est un pays compliqué et il ne semble pas qu'Israël ait le pouvoir de le contrer (défier).** » Javier Solana responsable de la politique étrangère et de la sécurité pour l'UE et ancien secrétaire général de l'OTAN (Der Tagesspiegel)

Après son retour de voyage en Europe de l'Ouest et suite aux entretiens qu'il y avait eu aux Quartiers Généraux de l'OTAN, l'ancien ministre israélien des affaires stratégiques, Avigdor Lieberman, a dit début juillet 2007 qu'il avait reçu l'accord tacite de l'UE, les US et l'OTAN pour initier une attaque militaire israélienne contre l'Iran. « *Si nous commençons des opérations militaires seul contre l'Iran, alors l'Europe et les US nous soutiendront* » a dit Avigdor Lieberman à la radio de l'armée israélienne dans un message à destination des soldats, suite à son voyage et à ses rencontres avec des responsables de l'UE, José Maria Aznar d'Espagne, et le vice secrétaire général de l'OTAN.

Avigdor Lieberman a aussi affirmé qu'à cause des guerres en Afghanistan et en Irak, les US, la Grande Bretagne et leurs alliés européens étaient dans l'impossibilité d'initier une guerre contre l'Iran et ses alliés, mais étaient d'accord pour autoriser Israël à attaquer l'Iran.

Avigdor Lieberman a aussi affirmé que les US et l'OTAN interviendraient au côté d'Israël une fois que la guerre contre l'Iran et ses alliés aurait démarré. Le message transmis à Lieberman par l'OTAN et les responsables de l'UE c'était qu'Israël devait « empêcher lui-même la menace » ce qui veut dire qu'Israël doit lancer une guerre contre l'Iran et ses alliés régionaux. (15)

Israël sera protégé par l'OTAN dans un scénario de guerre contre l'Iran et la Syrie

« *La meilleure façon de fournir à Israël ce supplément de sécurité c'est d'actualiser sa relation avec le bras armé collectif de l'Occident : l'OTAN. Que cette actualisation de la relation culmine avec Israël devenant membre de l'OTAN ou simplement une garantie d'une relation stratégique et opérationnelle (défense) bien plus étroite, cela peut être discuté. Après tout, une garantie classique sécuritaire exige des frontières reconnues pour être défendues, quelque chose qu'Israël n'a pas aujourd'hui. Arranger une actualisation de la relation Israël-OTAN nécessitera une diplomatie prudente et une planification.* » Ronald D. Asmus, directeur exécutif du German Marshall Fund's Transatlantic Center à Bruxelles (21 Février 2006) »

Israël ne peut pas défier l'Iran militairement. Le Téhéran militaire est au-dessus des capacités d'Israël, malgré l'illusion de la puissance d'Israël. Tel Aviv ne lancera pas une guerre contre l'Iran si les US et l'OTAN ne sont pas partenaires dans l'opération militaire.

Dans un tel scénario, les US, la Grande Bretagne, et l'OTAN rallieront immédiatement, ou presque immédiatement Israël, comme l'a déclaré Avigdor Lieberman.

C'est un arrangement prémédité. Les dirigeants de l'OTAN diront à leurs citoyens qu'Israël a été obligé d'attaquer l'Iran par peur et à cause de « son droit d'exister ». Puis ils resserreront les rangs autour d'Israël. Il faut également déclaré que quand le « droit d'exister » d'un organisme vivant s'impose au dépend du droit d'exister de tout ce qui se trouve autour, alors cela devient une menace comme le cancer.

En mars 2006, on a rapporté en Grande Bretagne que des responsables de l'OTAN avaient sous entendu qu'ils joueraient un rôle dans une attaque US-Israël contre l'Iran.

Sarah Baxter et Uzi Mahnaimi ont rapporté que le général en chef Axel Tüttelmann, le commandant de l'AWAC (Airborne Early Warning and Control Force – Force Aérienne d'Alerte Précoce et de Contrôle) de l'OTAN a affirmé aux responsables israéliens que l'OTAN serait impliquée dans une future campagne contre les Iraniens. (16)

« Les commentaires du Général en chef Tüttelmann ont révélé que l'alliance militaire (l'OTAN) pourrait joué un rôle de soutien si l'Amérique (et Israël) lance des attaques aériennes. » Le rapport a aussi révélé que le général en chef avait présenté aux Israéliens une démonstration de l'avion de surveillance d'alerte précoce de l'AWAC. (17) Les démonstrations des avions de surveillance de l'OTAN suggèrent l'existence de préparations conjointes Israël-OTAN de guerre.

L'analyste en études stratégiques Patrick Cronin de l' International Institute for Strategic Studies (Institut International d'Etudes Stratégiques) a dit au Guardian (GB) en 2007, que si Israël insistait pour frapper l'Iran, les US devraient mener « une action décisive », insinuant par là que l'Amérique entrerait dans la guerre initiée par Israël, au côté d'Israël. (18)

Israël travaille à créer une atmosphère et un environnement stratégiques : mais pour qui ?

Napoléon Bonaparte une fois a dit : « on ne doit pas laisser les incidents internationaux façonner la politique étrangère, la politique étrangère doit façonner les incidents ». Quelque soit ce qui est affirmé et dit sur ce personnage historique, c'était un génie militaire et un grand homme d'état. Au cours de sa vie, l'officier Corse s'est élevé lui-même au grade de général et est devenu l'Empereur de France, roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin, et Médiateur de la Confédération Helvétique (Suisse). Ses campagnes l'ont mené des pyramides d'Egypte et ses collines de la Péninsule Ibérique jusqu'aux plaines de Pologne et les bords de fleuve à Moscou. C'était un homme de tête qui connaissait très bien la profondeur des relations internationales et la politique des incidents.

Si Napoléon était encore en vie, il n'aurait pas été surpris des événements qui secouent l'environnement mondial, spécialement au Moyen Orient. Aujourd'hui, la politique étrangère façonne encore les incidents internationaux. Israël a été une entité combattant et luttant pour sculpter et façonner son environnement stratégique.

Si les US ou la Grande Bretagne devaient prendre l'initiative de lancer une guerre, leurs dirigeants politiques devraient faire face à une violente opposition de l'opinion publique qui pourrait menacer l'establishment anglo américain et même créer une instabilité nationale. Mais si Israël lançait une guerre la situation serait différente.

Si Israël devait lancer une guerre au prétexte de se défendre d'une menace croissante iranienne, les US et l'OTAN interviendraient pour « protéger Israël » des représailles iraniennes sans avoir l'air d'avoir commencer une guerre internationale illégale.

Le blâme serait porté sur les israéliens pour la guerre plutôt que sur l'administration US et son indéfectible allié britannique. Les dirigeants politiques occidentaux avanceraient comme argument que c'est le devoir national de protéger Israël quelque soit les violations israéliennes du droit international.

Israël : un instrument de la politique étrangère US au Moyen Orient

Tel Aviv a fourni des preuves aux affirmations de ses opposants qu'il est un outil des projets coloniaux au Moyen Orient. La majorité des Israéliens eux-mêmes sont manipulés par un système complexe incluant la désinformation par les médias, susciter la peur, et un conditionnement psychologique de longue date. Le sang israélien est utilisé pour opprimer, tuer, s'appropriier, et alimenter les machines des empires économiques. Le Mercantilisme est toujours très vivant, mais sa forme a muté.

Israël, par le biais de ses responsables et de ses dirigeants gouvernementaux, est utilisé pour maintenir la tension au Moyen Orient. Israël est un instrument qui justifie l'intervention anglo américaine et franco allemande. Pourquoi les US se sont –t-ils mis en colère contre Israël parce que Tel Aviv ne mettait pas en danger ses propres intérêts en attaquant la Syrie pendant la guerre d'Israël contre le Liban en 2006 en refusant d'affronter la colère de l'Iran et de la Syrie dans une guerre régionale étendue ? (29)

Malgré les demandes et opinions d'une majorité de la population israélienne, Ehud Olmert, un homme qui est connu pour sa corruption alors qu'il était maire de Jérusalem Ouest, est toujours au poste de premier ministre. Tout comme la volonté démocratique du peuple américain a été ignorée en ce qui concerne l'Irak, la volonté démocratique des Israéliens a été ignorée pour ce qui est de faire partir Ehud Olmert. Comme dans bien d'autres endroits, les intérêts de la population d'Israël n'ont aucune importance pour les échelons supérieurs du pouvoir. Les dirigeants israéliens ne servent pas les intérêts des Israéliens, ils sont au service du i (« Consensus de Washington ».)j

La coalition d'Ehud Olmert peut durer suffisamment longtemps pour commencer une guerre régionale. La carrière politique du premier ministre Ehud Olmert est pratiquement terminée et il n'a rien à perdre en démarrant une autre guerre. Avigdor Lieberman, l'homme qui a conduit les consultations de haut niveau avec l'OTAN de la part de Tel Aviv, a quitté le cabinet israélien pendant la visite de G.W.Bush en Israël lors

du voyage présidentiel récent de ce dernier au Moyen Orient. Lieberman a déclaré que son départ était à cause des « pourparlers de paix » avec les palestiniens, mais en réalité il a pris la décision à cause de la Commission Winograd et comme tactique pour maintenir le parti Travailleuse d'Israël dans le gouvernement de coalition d'Ehud Olmert. C'est une tactique pour donner suffisamment de vie et de temps au gouvernement d'Ehud Olmert pour lancer une guerre régionale en essayant d'attaquer l'Iran.

Même les ennemis d'Israël sont d'accord pour reconnaître que Tel Aviv est un proxy des intérêts étrangers anglo-américains. Le Contre Amiral Ali Shamkhani, ministre de la défense d'Iran en 2004, a prévenu le gouvernement US qu'en cas d'attaque par Israël, les représailles militaires iraniennes seraient dirigées à la fois contre les US et Israël. On admet sur ce point que si Tel Aviv lançait une guerre, il devrait recevoir le feu vert des US avant de commencer les attaques. (30) La Maison Blanche a aussi été complètement impliquée dans tous les tests de missiles israéliens et les préparations de guerre israéliennes ont impliqué une coordination israélo-américaine via de tels institutions comme le Israeli-U.S. Joint Political Military Group- Groupe Conjoint Politico Militaire Israélo-US. (31)

Suite à la guerre de 2006 contre le Liban, le vice secrétaire général du Hezbollah Sheikh Naim Qassam (Kassam) a déclaré dans une interview à la TV Al Manar : « qui a commencé la guerre ? Israël. Il se trouve qu'Israël n'a pas répondu de façon proportionnée, mais plutôt pour exécuter des décisions pré planifiées américaines. L'agression a été planifiée d'avance. » (32) Sheikh Naim Qassam a de plus accusé « Israël de fonctionner comme le bras armé des Etats-Unis ». Sheikh Naim Qassam a expliqué que « tout le monde a toujours dit qu'Israël tire les ficelles de l'Amérique, mais actuellement il se trouve que c'est l'Amérique qui dirige Israël. Israël est devenu un bras armé de l'Amérique » (33)

[Mahdi Darius Nazemroaya](#)

Mondialisation.ca, Le 1 février 2008

<http://mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=7970>

sélectionné par <http://groups.google.be/group/medias-mensonges-desinformation>

Article original en anglais, « NATO and Israel: Instruments of America's Wars in the Middle East », publié le 29 janvier 2008.

Copyright Global Research/Mondialisation.

Traduction Mireille Delamarre pour www.planetenonviolence.org

NOTES

- [1] Khaled Abu Toameh, PLO to form separate W. Bank parliament, The Jerusalem Post, January 14, 2008.
- [2] Emine Kart, Ankara cool towards Palestine troops, Today's Zaman, July 3, 2007.
- [3] Dominique René de Villepin, Déclarations de Dominique de Villepin à propos du Grand Moyen-Orient, interview with Pierre Rousselin, Le Figaro, February 19, 2004.
- [4] Mahdi Darius Nazemroaya, The Premeditated Nature of the War on Lebanon: A Stage of the Broader Middle East Military Roadmap, Centre for Research on Globalization (CRG), September 10, 2007.
- [5] Israeli action in Gaza 'inevitable,' Al Jazeera, January 14, 2007.
- [6] Tom Spender, Israel 'planning Gaza invasion,' Al Jazeera, April 4, 2007.
- [7] Avigdor Lieberman: Israel should press to join NATO, EU, Haaretz, January 1, 2007.
- [8] Germany to help renew Mideast peace efforts: Chancellor, Xinhua News Agency, December 10, 2006.
- [9] Angela Merkel sets off to Middle East, Associated Press, March 31, 2007.
- [10] Ronny Sofer, Lieberman wants NATO troops in Gaza, Yedioth Ahronoth, June 28, 2007.
- [11] Ibid.
- [12] Ibid.
- [13] Ibid.
- [14] NATO: The US and Europe can not suspend Iran's nuclear program, Azeri Press Agency (APA), July 11, 2007.
- [15] Ibid.
- [16] Sarah Baxter and Uzi Mahnaimi, NATO may help US strikes on Iran, The Times (U.K.), March 5, 2006.
- [17] Ibid.
- [18] Julian Borger and Ewen MacAskill, Cheney pushes Bush to act on Iran, The Guardian (U.K.), July 16, 2007.
- [19] Pakistan President arrives in Belgium for Europe tour, The Times of India, January 2008.
- [20] Ibid.
- [21] Indel Ersan, NATO chief urges cooperation with Gulf over Iran, ed. Andrew Roche, Reuters, January 24, 2008.
- [22] Jamal Al-Majaida, NATO chief discusses alliance's role in Gulf, Khaleej Times, January 27, 2008.
- [23] Yuval Azoulay and Barak Ravid, Bolton: 'Near zero chance' Pres. Bush will strike Iran, Haaretz, January 24, 2008; Israeli Transportation Minister, Shaul Mofaz, also indicated at the Herzilya Conference that the years 2008 and 2009 will also see the last diplomatic efforts against Tehran before an implied military option (attack) against the Iranians. The Israeli Transportation Minister also made similar threats before saying that sanctions had till the end of 2007 to work against Iran until the military option would be prepared. This prior threat was made as he led the Israeli delegation of the Israeli-U.S. Joint Political Military Group, which focuses on Iran, Syria, Palestine, and Lebanon. Shaul Mofaz was also the former

commander of the Israeli military, a former Israeli defence minister, and hereto is one of the individuals in charge of the Iran file in Tel Aviv.

[24] Iran may be working on nuclear warheads: Israeli Defence Minister, The Times of India, January 26, 2008; Israel suspects Iranians already working on nuclear warhead, Agence France-Presse (AFP), January 16, 2008; Lally Weymouth, A Conversation With Ehud Barak, The Washington Post, January 26, 2008, p.A17.

[25] Sarkozy: France worried by Iran-Israel tension, Associated Press, December 12, 2007.

[26] U.S. will not attack Iran, Russian News and Information Agency (RIA Novosti), January 25, 2008.

[27] Bush trying to foment discord in Mideast, Tehran Times, January 28, 2008, p.A1+; Mahdi Darius Nazemroaya, America's "Divide and Rule" Strategies in the Middle East, Centre for Research on Globalization (CRG), January 17, 2008; Nir Magal, Syrian VP: We'll retaliate for Israeli aggression, Yedioth Ahronoth, September 8, 2007.

[28] Hezbollah chief scoffs at Israel at rare public appearance, Agence France-Presse (AFP), January 19, 2008.

[29] Yitzhak Benhorin, Neocons: We expected Israel to attack Syria, Yedioth Aharonot, December 16, 2006.

[30] Anthon La Guardia, Iran wars Israel on pre-emptive strike, The Telegraph (U.K.), August 19, 2004.

[31] Mahdi Darius Nazemroaya, Israel's Nuclear Missile Threat against Iran, Centre for Research on Globalization (CRG), January 19, 2008; Hilary Leila Krieger, Mofaz warns sanction on Iran must bite by year's end, The Jerusalem Post, June 7, 2007.

[32] Hanan Awarkeh, Kassef: If Israel attacks, we'll show them surprise, Al-Manar, July 12, 2007.

[33] Ibid.

Mahdi Darius Nazemroaya est un auteur indépendant basé à Ottawa et spécialisé dans les affaires du Moyen-Orient. Il est chercheur associé au Centre de recherches sur la mondialisation.

Articles de Mahdi Darius Nazemroaya publiés par Mondialisation.ca

5-2 Initiative de Genève : Sondage simultané en Israël et en Palestine sur les paramètres Clinton et l'Initiative de Genève .

Bien qu'un peu ancien (un peu moins de 2 mois), ce sondage est intéressant.

Non seulement il aborde les questions de fond et les tendances lourdes des deux côtés, mais il traite aussi des perceptions qu'a chacun des côtés de l'opinion publique de l'autre.

NdT

Initiative de Genève, 25 décembre 2007

<http://www.geneva-accord.org/...>

Ce sondage indique que, malgré la déception qui a suivi la réunion d'Annapolis, environ la moitié des Israéliens et des Palestiniens sont en faveur d'un accord sur les principes de l'Initiative de Genève, et que deux tiers des deux côtés un processus de réconciliation pleine et entière si un accord de paix était signé.

Voici les résultats d'un sondage effectué conjointement, entre le 11 et le 19 décembre 2007, par le Harry S. Truman Research Institute for the Advancement of Peace (université Hébraïque de Jérusalem) et le PSR (Palestinian Center for Policy and Survey Research de Ramallah).

Ce sondage simultané a étudié l'opinion des Israéliens et des Palestiniens sur la conférence d'Annapolis, et ce qu'ils en attendaient.

Les résultats indiquent une extrême déception et un grand scepticisme concernant la capacité de leurs dirigeants à tenir leurs engagements, y compris sur le plan du calendrier.

Le sondage a également étudié les attitudes des Palestiniens et des Israéliens à l'égard d'un accord de paix définitif sur les principes des paramètres Clinton et de l'Initiative de Genève.

Les résultats indiquent globalement une stabilité favorable à ces solutions chez les Palestiniens, et un déclin en Israël depuis 2005.

Toutefois, malgré ce déclin, il y a toujours une majorité de 53% qui soutient ce type d'accord. Chez les Palestiniens, ce chiffre est de 47%.

Méthodologie : l'échantillon palestinien est composé de 1270 adultes de Cisjordanie et de Gaza. Interviews en face-à-face. Marge d'erreur : 3%.

Du côté israélien : 570 adultes interviewés par téléphone en hébreu, arabe ou russe.

Marge d'erreur : 4%. S

ondage conçu et supervisé par le Dr Yaakov Shamir (Truman Institute) et le Dr Khalil Shikaki (PSR).

Principaux résultats

(A) La conférence d'Annapolis

Seuls 16% des Israéliens et 11% des Palestiniens considèrent qu'Annapolis a été un succès, et 74% et 59% respectivement la considèrent comme un échec.

Les espoirs des deux côtés mis dans la capacité potentielle de la conférence à tempérer la violence du conflit sont très faibles.

3% des Israéliens et

18% des Palestiniens pensent qu'après Annapolis, des négociations vont se mettre en place et les confrontations armées s'arrêter.

39% des Israéliens et

42% des Palestiniens pensent que des négociations vont débuter, mais que les confrontations armées ne vont pas s'arrêter.

55% des Israéliens et

32% des Palestiniens pensent qu'il n'y aura ni négociations ni arrêt des confrontations.

Les opinions des deux côtés sont également sceptiques à l'égard de la capacité de leurs dirigeants à respecter leurs engagements pris lors de la déclaration commune. Dans leur déclaration conjointe, Olmert et Abbas ont déclaré que les deux côtés chercheraient à conclure les négociations de paix avant la fin de l'année 2008.

Mais seuls 23% des Palestiniens et

8% des Israéliens pensent qu'ils ne réussiront pas à tenir ce calendrier.

Dans leur déclaration commune, Olmert et Abbas s'étaient également engagés à mettre immédiatement en œuvre leurs obligations respectives dans le cadre de la Feuille de route. Mais seuls

18% des Palestiniens et

21% des Israéliens pensent que l'autre côté remplira ses obligations.

D'autre part,

67% des Palestiniens et

59% des Israéliens pensent que leurs propres dirigeants les rempliront si, de l'autre côté, elle sont également remplies.

(B) Paramètres Clinton, Genève

Les paramètres Clinton relatifs à un accord israélo-palestinien définitif ont été présentés par le président Clinton lors d'une réunion avec des représentants israéliens et palestiniens le 23 décembre 2000 [à Taba], après l'échec du sommet de Camp David en juillet 2000.

L'Initiative de Genève, qui reprend globalement les mêmes idées, a été rendue publique fin 2003. Ces paramètres traitent des questions les plus essentielles du conflit : frontières et échanges de territoires, réfugiés, Jérusalem, une Palestine démilitarisée, dispositifs de sécurité et fin du conflit.

Depuis décembre 2003, nous avons traité à plusieurs reprises de ces questions cruciales, et le présent sondage les aborde à la suite de la conférence d'Annapolis et de la reprise des pourparlers entre les parties.

Les résultats obtenus indiquent une stabilité du soutien à un accord global (« package deal ») chez les Israéliens par rapport à 2006, avec une légère majorité (53%) en faveur de cet accord.

2006 marquait un fort déclin par rapport aux années 2005 et 2004, où ce soutien approchait les 2/3.

Chez les Palestiniens, on constate une même stabilité, avec une minorité (47%) en faveur de cet accord.

Depuis 2003, année où nous avons commencé à suivre ces questions, nous n'avons constaté une majorité favorable des deux côtés qu'en décembre 2004, peu après le décès d'Arafat, qui avait donné lieu à un sursaut d'optimisme et de modération dans les deux opinions publiques.

Chez les Israéliens, il y a toujours eu une majorité en faveur des paramètres Clinton depuis 2004, mais cette majorité se réduit peu à peu.

Chez les Palestiniens, le soutien à ces propositions semble avoir été davantage affecté par le désengagement et la déception qui a suivi que par l'arrivée du Hamas au pouvoir.

Le soutien des Israéliens a décliné à la suite des événements politiques intérieurs palestiniens, et ne semble pas avoir été affecté par le désengagement. Ci-dessous, nous revenons en détail sur les attitudes à l'égard de chacun des paramètres Clinton

1. Frontières définitives et échanges de territoires

56% des Palestiniens sont très favorables ou favorables (42% défavorables) à un retrait israélien de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, à l'exception d'un certain nombre de colonies dont la superficie représenterait moins de 3% de la Cisjordanie, superficie échangée contre une superficie équivalente en Israël, en accord avec une carte présentée aux personnes palestiniennes interrogées.

Cette carte était identique à celle qui était présentée en décembre 2006, alors que le soutien à cette solution de compromis, avec cette carte, s'établissait 61% (37% d'opposition).

Du côté israélien,

46% sont favorables à cette solution (50% opposés).

En décembre 2006, 44% des Israéliens l'approuvaient, 54% la désapprouvaient.

2. Réfugiés

39% des Palestiniens (contre 57%) soutiennent un règlement de la question des réfugiés où les deux côtés seraient d'accord pour que la solution soit fondée sur les résolutions 194 et 242 des Nations unies.

Dans ce cadre, les réfugiés auraient le choix entre 4 lieux de résidence : l'Etat palestinien, y compris les zones israéliennes échangées dans le cadre d'un échange territorial mentionné plus haut, où aucune restriction ne serait imposée à un éventuel retour ; et trois autres lieux (dans des pays hôtes, tiers et Israël) où la résidence serait soumise à l'accord de ces pays. Pour fonder sa décision [d'accueillir ou non des réfugiés], Israël tiendrait compte le nombre moyen de réfugiés accueillis dans des pays tiers, en Australie, en Europe, au Canada, ou autres.

Tous les réfugiés auraient droit à des indemnités pour leur statut de réfugiés et la perte de leurs biens.

En décembre 2006, 41% des Palestiniens se déclaraient favorables à un compromis identique (contre 54%).

Du côté israélien, 44% y sont favorables (contre 54%). En décembre 2006, on notait 38% d'opinions favorables (contre 60%).

3. Jérusalem

Dans l'opinion publique palestinienne,

36% des personnes interrogées (contre 63%) soutiennent un compromis dans le cadre duquel Jérusalem Est deviendrait la capitale de l'Etat palestinien, les quartiers arabes passant sous souveraineté palestinienne et les quartiers juifs sous souveraineté israélienne. La Vieille Ville (y compris al Haram al Sharif, ou Mont du Temple) passerait sous souveraineté palestinienne à l'exception du Mur des Lamentations et du Quartier juif, sous souveraineté israélienne.

En décembre 2006, ce même compromis recueillait 39% d'opinions favorables chez les Palestiniens (contre 59%).

Chez les Israéliens, 36% des personnes interrogées se déclarent d'accord avec cette solution, contre 63%.

En décembre 2006, les pourcentages étaient de 38% (favorables) et 60% (défavorables).

4. Etat de Palestine démilitarisé

Chez les Palestiniens,

23% soutiennent (contre 76% qui s'y opposent) la création d'un Etat palestinien indépendant qui ne disposerait pas d'armée, mais d'une force de sécurité importante, ainsi du déploiement d'une force multinationale chargée d'assurer sa sécurité.

Dans ce cadre, Israël et la Palestine s'engageraient à stopper toute forme de violence contre l'autre côté.

En décembre 2006, le même compromis bénéficiait du soutien de 28% des personnes palestiniennes interrogées (contre 70%). Sur cette question, le soutien des Palestiniens est au plus bas.

Au contraire des réfugiés et de Jérusalem, cette question n'a pas fait l'objet du débat public qu'elle méritait, car pouvant devenir un obstacle majeur aux efforts de parvenir à un accord. Du côté israélien, 61% sont pour, et 38% contre ce compromis (en décembre 2006, 62% pour, 36% contre).

5. Dispositifs de sécurité

51% des Palestiniens (contre 47%) soutiennent un compromis où l'Etat palestinien aurait la souveraineté sur son espace terrestre, aérien et maritime, mais où Israël aurait le droit d'utiliser l'espace aérien palestinien pour y effectuer des manœuvres, et maintiendrait pendant 15 ans deux stations de détection précoce en Cisjordanie. Une force multinationale demeurerait postée dans l'Etat palestinien et à ses points de passage frontaliers pour une période indéfinie.

La tâche de cette force multinationale serait de surveiller l'application de l'accord, ainsi que les frontières et la côte de l'Etat palestinien.

En décembre 2006, 42% des Palestiniens se déclaraient d'accord avec cette solution (contre 55%). Au sein de l'opinion publique israélienne, 53% soutiennent ce dispositif (contre 44%). En décembre 2006, 51% étaient favorables (contre 47%).

6. Fin du conflit

66% des Palestiniens (contre 32%) soutiennent un compromis sur une fin du conflit, qui stipulerait qu'à partir du moment où l'accord de paix définitif serait pleinement appliqué, cela signifierait la fin du conflit pour les deux parties, qui ne pourraient faire valoir aucune autre revendication.

Les parties reconnaîtraient la Palestine et Israël comme patrie de leur peuple respectif.

En décembre 2008, du côté palestinien, 62% répondaient favorablement, contre 34%. Au sein de l'opinion publique israélienne, 67% soutiennent cet aspect du règlement définitif (contre 30%). En décembre 2006, 68% étaient favorables (contre 30%).

Chez les Palestiniens, cet accord global qui combine tous ces éléments est soutenu par 47% des personnes interrogées, contre 49%. Ce niveau de soutien est comparable à celui observé en décembre 2006 (48% pour, 49% contre).

Cette stabilité constatée dans l'opinion palestinienne mérite qu'on s'y arrête, compte tenu des positions officielles et déclarées du Hamas à l'égard d'un accord de paix avec Israël. Il est tout aussi important de noter l'augmentation de 4% concernant la question de la fin du conflit, en contradiction flagrante avec le refus du Hamas d'accepter une clause de ce genre, préférant offrir à Israël une hudna (trêve) à long terme.

Chez les Israéliens, 53% (contre 43%) sont favorables à un accord global comprenant toutes les composantes citées plus haut. En décembre 2006, 52% y étaient favorables, contre 46%.

Il est important de faire remarquer que cette forme de soutien à un accord global représente davantage que la somme de ses parties, ce qui suggère que les peuples se livrent à des calculs et à des marchandages.

En dépit de fortes réserves à l'égard de certaines de ses composantes, cet accord global bénéficie toujours d'un soutien plus important, au sein des deux opinions publiques, quand les composantes souhaitées et les chances de parvenir à un accord définitif paraissent compenser les composantes non souhaitées.

37% des Israéliens estiment que la majorité de leurs compatriotes soutient les paramètres Clinton dans le cadre d'un accord global,

alors que 51% pensent que la majorité s'y oppose.

Ces perceptions erronées montrent la facette normative de l'opinion publique et indiquent que, malgré le soutien constant dont a bénéficié cet accord global, celui-ci n'a pas acquis une légitimité normative dans l'opinion publique israélienne.

Chez les Palestiniens,

45% pensent aujourd'hui qu'une majorité de leurs compatriotes soutient les paramètres Clinton dans le cadre d'un règlement définitif global,

et 46% pensent que la majorité s'y oppose. En outre, une majorité de Palestiniens estime à tort que la majorité des Israéliens est opposée à cet accord global, et une majorité d'Israéliens estime, à raison, qu'une majorité de Palestiniens y est opposée.

C) Autres questions liées au conflit et à sa résolution

66% des Israéliens sont en faveur de négociations entre Israël et Mahmoud Abbas sur un accord de paix définitif.

Mais, malgré ce niveau de soutien, seuls 41% des Israéliens pensent qu'il est possible (contre 57% qui pensent qu'il est impossible) de parvenir actuellement à un compromis entre Abbas et Olmert.

Chez les Palestiniens, 32% pensent que c'est possible (contre 63%).

58% des Israéliens sont en faveur de négociations avec un gouvernement palestinien d'union nationale qui comprendrait le Hamas, si cela était nécessaire pour parvenir à un compromis.

Quant à des négociations avec un gouvernement dirigé par le Hamas si cela est nécessaire à un accord de compromis, 46% des Israéliens y sont favorables et 52% opposés,

65% des Israéliens et 49% des Palestiniens sont d'accord avec la proposition selon laquelle, une fois intervenu un accord définitif sur toutes les questions touchant au conflit, il y aurait une reconnaissance mutuelle d'Israël en tant qu'Etat du peuple juif et de la Palestine en tant qu'Etat du peuple palestinien.

32% et 49%, respectivement, ne sont pas d'accord.

C'est la première fois depuis juin 2003 que cet aspect ne recueille pas une majorité chez les Palestiniens.

On peut raisonnablement supposer qu'il s'agit d'une réaction aux déclarations publiques des dirigeants palestiniens contre la reconnaissance de l'identité juive d'Israël, déclarations qui constituaient eux-mêmes une réaction aux tentatives par Israël de soulever cette question et d'en faire une condition préalable à la reprise des pourparlers.

69% des Palestiniens et

74% des Israéliens affirment soutenir les efforts de réconciliation pleine et entière entre Israël et la Palestine si un accord de paix est conclu et qu'un Etat palestinien est créé et reconnu par Israël.